ISSN 0024-7650

M 6189 - 1008 - 6,00 F
3796189006007 10080

Accord sur les euromissiles : Un désarmement ... armé jusqu'aux dents

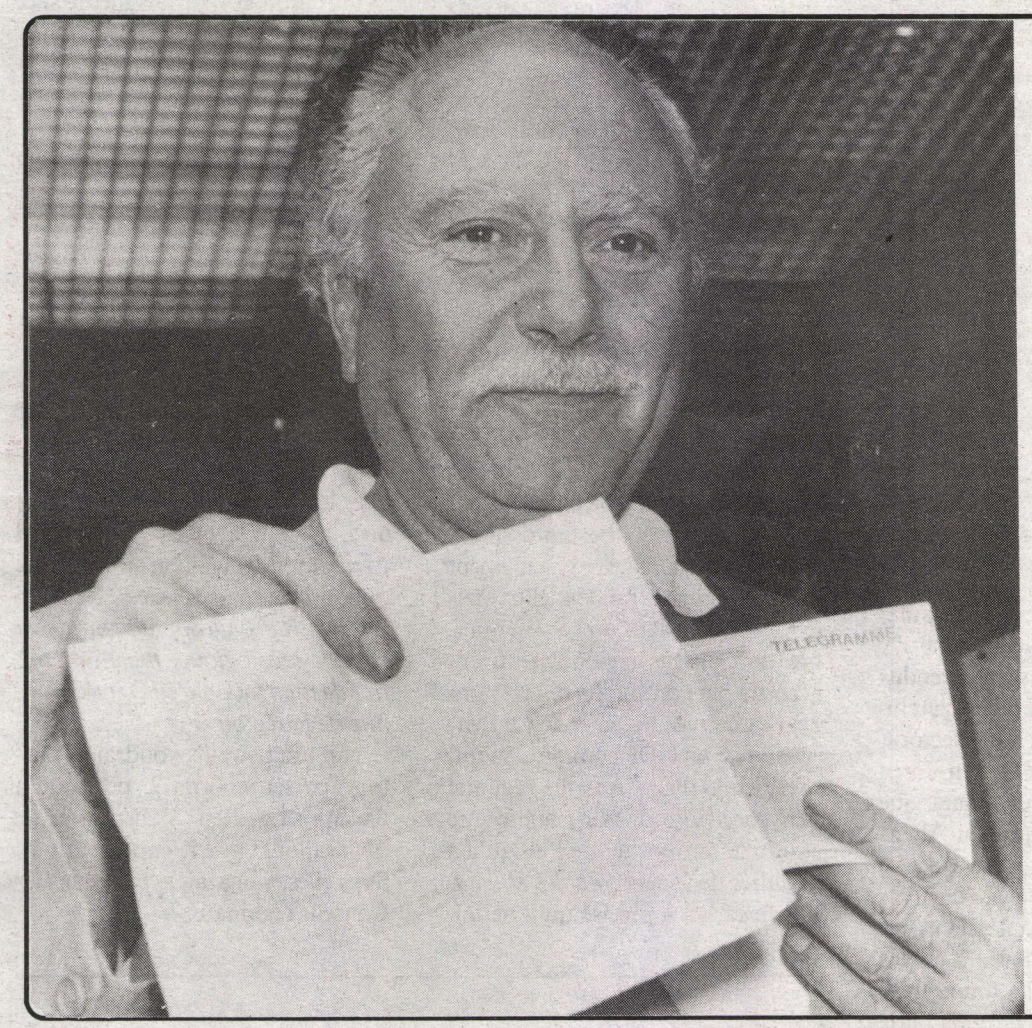
p. 7

lutte ouvrière

PCF : Vers du neuf ou vers la réédition du passé ?

p. 6

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 1 008 - 26 septembre 1987 - prix : 6 F

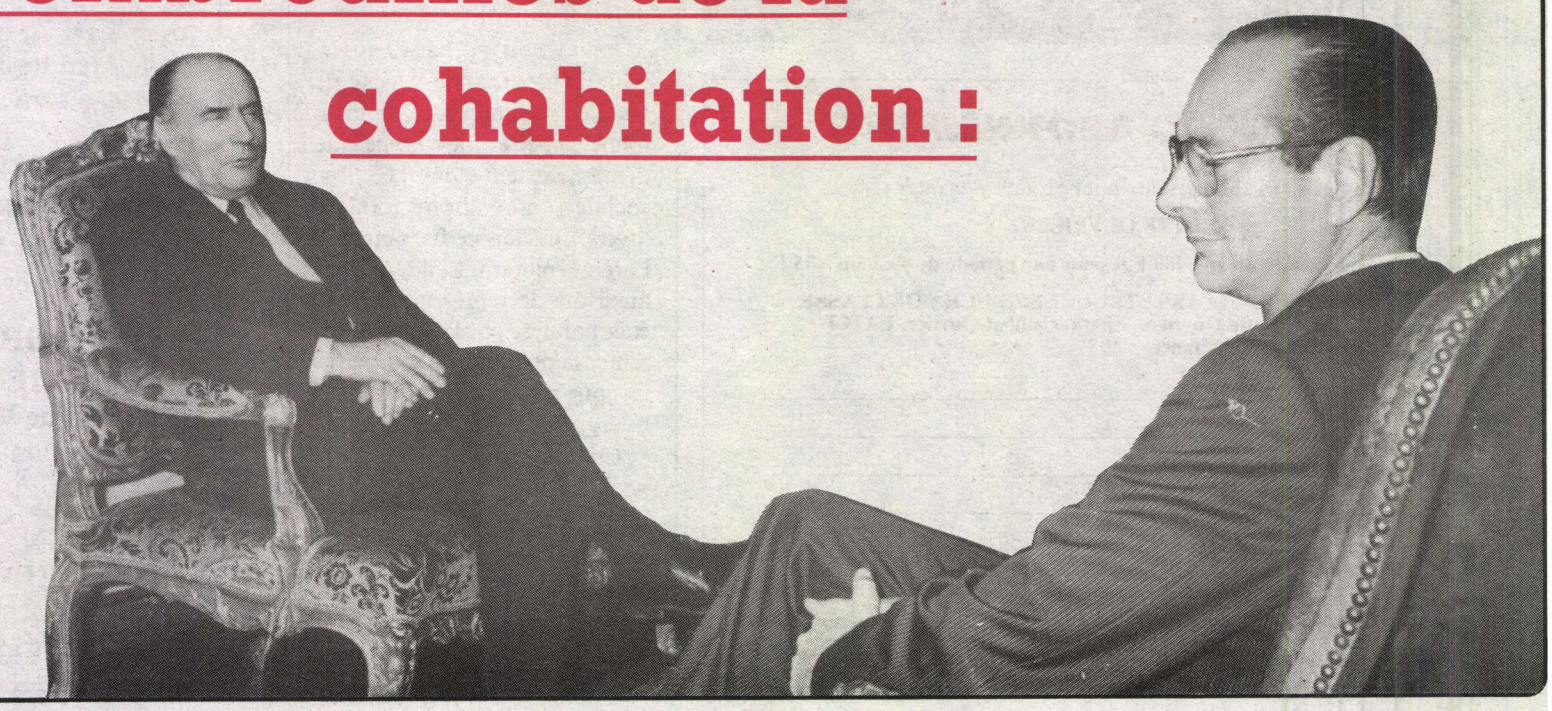


Bouygues fait la loi sur TF 1, les riches la font sur toutes les chaînes

Brouilles et embrouilles de la cohabitation :

Beaucoup de bruit parce que c'est creux

p. 3 et 4



SOMMAIRE

INTERNATIONAL
Page 6
— Il y a 40 ans : la création du "Kominform".
Page 7
— Accord sur les euromissiles ; ni désarmement, ni fin de la tension Est-Ouest.
— Grandes manœuvres : moineau hardi et corbeaux sinistres.
Page 8
— Italie : Licio Gelli et le pouvoir occulte de la "P2".
— Grande-Bretagne : la grève des heures supplémentaires des mineurs.
Page 9
— Nicaragua : les dirigeants sandinistes jouent la carte du plan de paix.
— Angola : un pays pauvre et ses créances.
Page 16
— Nouvelle-Calédonie, Polynésie, Guyane, Antilles.

INTÉRIEUR
Page 4
— Mitterrand et la CNCL.
— Le Parti Socialiste et les privatisations.
Page 6
— Préparation du 26e congrès du PCF.

DANS LES ENTREPRISES
— **Ne pas confondre routine syndicale avec riposte ouvrière.**
— **Thomson veut licencier 2 500 travailleurs à sacrifier sur l'autel du profit... s'ils se laissent faire.**
Pages 11, 12, 13
— Renault (Billancourt) ; Renault (Flins) ; Alsthom (Le Bourget) ; Snecma (Gennevilliers) ; Schlumberger-Industries (Montrouge) ; Motorola (Toulouse) ; Française de Mécanique (Pas-de-Calais).

LOISIRS ET CULTURE
Page 14
— Livre : *Les Santons brûlés suivi de Les Santons d'Athènes.*
— Films : *Champs d'honneur ; Les yeux noirs ; Les ailes du désir.*

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A. BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18.
SARL au capital de 20 000 F - Durée : cinquante ans.
Gérant : Michel RODINSON - Associés : René MARMAROS, Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.
Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel RODINSON.
Tirage : 15 000 exemplaires. Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).
Commission Paritaire des Publications n° 64995

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18

Abonnements et soutiens :
Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON.
Virements postaux à : Michel RODINSON,
CCP PARIS 6851 10 R.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIÈRE :

pour une période de un an : 180 F — pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE / CLASS STRUGGLE / LUCHA DE CLASSE
Mensuel édité par Lutte Ouvrière, Spark, Combat Ouvrier, UATCI
Abonnement pour un an (France) : 80 F

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

_____

_____ Code Postal _____

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson CCP PARIS 6851-10 R. A expédier à Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Tarifs pour l'étranger : sur demande. *(1) Rayer les mentions inutiles.*

INTÉRIEUR

LE FACE A FACE LAJOINIE-LE PEN

Un débat soporifique bien que bruyant

Le débat Lajoinie-Le Pen sur la Cinq, lundi 21 septembre, n'était guère passionnant. On peut regretter que Lajoinie n'ait pas pu vraiment s'expliquer sur ce qu'est un militant communiste, tel qu'il s'était présenté au tout début de l'émission, face à un personnage comme Le Pen. Il est vrai qu'il n'était guère facile de s'expliquer ni d'argumenter face à un Le Pen qui est apparu pour ce qu'il est : démagogique, grande gueule, et disant à peu près n'importe quoi. Il n'empêche qu'on a pu remarquer que lorsque Lajoinie l'a accusé d'être un milliardaire, d'avoir hérité d'une fortune, les Ciments Lambert, faite sur le dos de travailleurs immigrés, et de préparer la mise au pas des travailleurs, Le Pen n'a rien démenti. Il s'est borné à des rires insultants.

Ce qu'on a vu, c'est que Le Pen n'hésite pas à asséner les contre-vérités les plus énormes. A l'entendre affirmer : *"Voilà pourquoi le PCF a donné des ordres à Monsieur Chirac, pour la libération d'Albertini"*, on peut même émettre des doutes sur son état mental.

Cela va-t-il renforcer son image auprès de sa clientèle électorale ? Pourquoi pas, si elle est composée de gens assez débiles pour penser, avec Le Pen, que Chirac reçoit ses ordres de Moscou. Car il y a sans doute un public pour croire ou faire semblant de croire à de telles inepties parmi les petits-bourgeois réactionnaires : des commerçants, petits ou grands, des cadres, car il y a aussi des intellectuels ou prétendus tels, des médecins, avocats, architectes etc. qui constituent l'électorat qui passe de Chirac à Le Pen. Et en critiquant Chirac tout autant que Lajoinie, par ses propos sur Albertini, c'est à ces milieux-là que Le Pen s'adresse principalement.

Par contre, face à Le Pen, on aurait préféré que Lajoinie n'ait pas la politique du Parti Communiste Français à couvrir, et qu'il parle vraiment au nom des travailleurs, au nom de leurs intérêts, des intérêts de la classe ouvrière, comme tout militant communiste pourrait devoir le faire. Il l'a fait à certaines occasions, quand par exemple il a parlé du programme anti-ouvrier de Le Pen (suppression du SMIC ; totale liberté de licenciement ; démantèlement de la Sécurité sociale ; libération totale des loyers...). Mais ce fut sans pousser l'argumentation. Et il semblait bien aussi que le représentant du PCF était paralysé par la volonté de présenter la politique de son parti sous un jour respectable aux yeux de la bourgeoisie et des bien-pensants.

Comme les politiciens de la bourgeoisie, Lajoinie s'est couvert du drapeau tricolore, reprochant à Le Pen de vouloir brader l'indépendance nationale au profit des Etats-Unis, de l'Allemagne et du Japon, avant de conclure : *"Vous êtes contre le drapeau tricolore, contre la France"*, ce qui est au moins aussi stupide que les propos de Le Pen.

Face à Le Pen on aurait aimé se sentir sans réserve du côté de Lajoinie, sans avoir à regretter par moment que le camp communiste, le camp des travailleurs, soit représenté de cette façon. En effet, Lajoinie n'a fait ou presque que rester sur le terrain de la Deuxième Guerre mondiale qui est malgré tout bien loin des problèmes actuels. Ou encore sur le terrain du patriotisme, laissant ainsi à Le Pen la possibilité de reprocher au communisme d'être international, sans que Lajoinie ose se défendre, alors que c'est une gloire, justement, du mouvement communiste, depuis ses origines, de chercher à unir, par-delà les frontières, tous les travailleurs de quelque nationalité et de quelque race qu'ils soient.

Et même si un tel débat n'est pas facile à mener, Lajoinie aurait peut-être trouvé plus facilement de quoi répondre à Le Pen avec une vraie politique de classe.

Le Figaro du lendemain titrait sur le *"choc des extrêmes"*, donnant naturellement l'avantage à son préféré, Le Pen. Mais le reste de la presse (mis à part *L'Humanité*), écrivait que d'un côté comme de l'autre le débat ne volait pas très haut. *"Le degré zéro de la politique"* titrait *Le Matin*, ou encore *"Le Pen-Lajoinie en rase-mottes"* pour *Libération* qui trouve que : *"on ne peut qu'être stupéfait de constater dans quel état de déchéance est tombé le PCF"*. Ces journalistes trouvent sans doute que le débat Fabius-Chirac, en 1985, volait plus haut. Plus haut, car il s'agirait de personnages plus élevés et plus modérés ? Mais même si ce débat n'a rien apporté, quoi qu'en dise la presse, il n'en était pas pour autant plus vide que tous les autres débats de cette sorte.

Michel BONDELET

Ça gazait si bien

Les déclarations de Le Pen sur les chambres à gaz ont fait suffisamment scandale pour que chacun proteste, de la gauche à la droite.

Mais la droite a besoin des voix du Front National... pas seulement à la prochaine Présidentielle, mais dès à présent, dans un certain nombre de Conseils régionaux où des accords plus ou moins discrets ont été passés avec les amis de Le Pen.

Alors si un UDF comme Gaudin, président du Conseil régional Provence-Côte d'Azur, a protesté contre les propos de Le Pen qu'il a qualifiés de *"inacceptables et inadmissibles"*, il a précisé qu'il ne fallait pas dériver sur *"des problèmes électoraux ou subalternes"*, entendez la remise en cause de ces accords avec le Front National. Quant à un Jacques Blanc, de la région Languedoc-Roussillon, il a précisé qu'il n'avait passé *"avec Le Pen ni un contrat philosophique, ni un contrat idéologique, mais un contrat de mandat pour libérer l'économie de la région"*.

Nul doute qu'ils voudraient surtout passer contrat... pour qu'à l'avenir Le Pen s'abstienne de déclarations aussi encombrantes. Sans elles, ça gazait si bien dans les Conseils régionaux !

LES FÊTES DE LUTTE OUVRIÈRE

• DIJON
SAMEDI 26 ET DIMANCHE 27 SEPTEMBRE
Salle Mendès-France à Quétigny
Samedi à partir de 19 heures et dimanche de 12 à 20 heures.

• TOULOUSE
SAMEDI 26 ET DIMANCHE 27 SEPTEMBRE
au Parc de la Mounède (Route de Saint-Simon)
Samedi à partir de 18 heures et dimanche jusqu'à 20 heures.

• GRENOBLE
DIMANCHE 27 SEPTEMBRE
au Jardin de Ville de Pont-de-Claix
forums, expositions, spectacles, jeux, librairies, coin des sciences, cinéma. A midi : goulash.

• ROUEN
DIMANCHE 11 OCTOBRE
à partir de 12 heures
à la Salle des Fêtes de Petit-Couronne.

Bouygues fait la loi sur TF1, les riches la font sur toutes les chaînes

La télé de Bouygues a licencié Michel Polac. A la place de l'émission *Droit de réponse* du samedi soir, les téléspectateurs de TF1 auront le droit de suivre... les aventures du lieutenant Colombo. Bouygues, le roi du béton, qui s'est payé avec ses milliards l'ex-chaîne de télévision publique TF1, a piqué une colère parce que dans la dernière émission de Polac, un dessin a traité sa chaîne de façon un peu irrévérencieuse. Alors, histoire de montrer que patron est maître chez soi, il a mis le journaliste dehors, exactement comme sur ses chantiers il veut pouvoir mettre dehors un ouvrier qui lui aurait manqué de respect.

Cela choque évidemment, et surtout les journalistes. Lorsque la télévision est un service public, en principe il n'y a pas de patron privé auquel on peut manquer de respect. Ce n'est pas lui qui vous paye, mais la collectivité. Et dans cette collectivité, c'est-à-dire dans tout le pays, il peut y avoir bien des opinions sur un Bouygues, sur son passé ou son avenir, sur les conditions dans lesquelles il a fait sa fortune et sur ce qu'il fait aujourd'hui de son argent. Dans un service public, on n'aurait pas pu, du moins en principe, mettre un journaliste à la porte parce qu'il aurait dit du mal de Bouygues. Mais maintenant que TF1 est une chaîne privée, oui, on le peut !

La privatisation, cela ne change pas grand-chose, il est vrai, pour le lampiste. Mais à un certain niveau, cela change un peu. On aimait ou n'aimait pas l'émission de Michel Polac. Mais c'est une émission qui comportait un débat, qui était parfois irrespectueuse et qui pouvait égratigner au passage des personnes ou des intérêts en place. Et elle était suivie parce qu'on pouvait y voir aborder et discuter, librement, au moins un certain nombre de sujets délicats. Eh bien c'est terminé et ce qui est sûr, c'est que dans le feuilleton policier qui la remplacera, personne ne manquera de respect au roi du béton.

Quel aveu ils font là, tous les Bouygues, tous les Hersant et quelques autres de moindre envergure qui se payent des chaînes de télévision ou des empires de presse à coups de milliards, avec leurs journalistes, comme ils achètent ou vendent des entreprises avec leurs ouvriers. Ils vantent ce qu'ils appellent la "société libérale", mais la liberté de la société en question, c'est la leur, c'est la liberté de ceux qui ont de l'argent.

Dans la République qui proclame encore au fronton de ses bâtiments officiels la "liberté, égalité, fraternité", il y en a qui sont des milliards de fois plus égaux que les autres, en fonction du nombre de milliards qu'ils ont investis. Eux ont un droit de regard sur ce qui se dit ou ne se dit pas, sur les vérités que l'on révèle ou que l'on ne révèle pas. Ils considèrent que s'ils payent des journalistes, c'est pour dire ce qui leur plaît, à eux.

Mais au fond, la télévision publique aussi est aux ordres de ceux qui ont de l'argent. C'est seulement moins visible. On peut peut-être y dire du mal d'un Bouygues et le critiquer parce qu'il a mis à la porte un de ses journalistes. Mais il est déjà plus mal vu d'y critiquer le gouvernement en place. Et puis qui ose y critiquer les Bouygues, les patrons en général ?

Il y a par exemple à la télévision des dizaines de journalistes pour nous dire que c'est normal et conforme à la logique économique de licencier les ouvriers par dizaines de milliers, parce qu'il faut bien que les patrons fassent du profit. Mais combien y en a-t-il pour dire le contraire, pour contester la loi du profit au nom du droit de trois millions de chômeurs à vivre autrement qu'en exclus de la société ? Il n'y en a pas car s'il y en avait, ils subiraient rapidement le sort de Polac. Et il n'y aurait pas de concurrent pour les réembaucher.

Car là-dessus, il n'y a pas le moindre pluralisme, quoi qu'aient prétendu les gouvernements, de droite mais aussi de gauche, qui ont procédé au partage de la télévision entre groupes financiers rivaux, ou tout simplement entre leurs petits copains. Tous nous servent le même discours.

Et la vérité que tous ces gens-là nous servent, c'est celle de ceux qui ont argent et pouvoir, de ceux qui veulent avoir le droit de licencier un Polac, mais surtout celui de gouverner la société en fonction de leurs intérêts. C'est celle des rois du béton et de leurs congénères.

Oui, quel aveu que cette affaire Polac !

Arlette LAGUILLER

BROUILLES ET EMBROUILLES DE LA COHABITATION

Beaucoup de bruit parce que c'est creux !

Depuis quelques semaines, la presse, la radio, la télé, ont leur feuilleton, leur Dallas à la française ; ça barde dans la cohabitation, ça s'engueule entre Mitterrand d'un côté et les ministres de Chirac de l'autre.

Cet été, certains ministres avaient décidé d'attaquer Mitterrand tout azimut. Léotard avait même parlé joliment de quelque chose comme "lui rentrer dans le lard". D'autres avaient laissé entendre fort gentiment que, vu son âge, si Mitterrand voulait renouveler son mandat, il lui faudrait une chaise roulante.

Aujourd'hui, c'est Mitterrand qui semble vouloir montrer que si à cause de l'âge il a la jambe fragile, la dent, même artificielle, reste dure.

On le voit apparaître inopinément sur TF1, interviewé par Christine Ockrent où, à l'occasion, il défend le commandant Prouteau inculpé la veille par les juges du ministre Chalandon.

Au Conseil des ministres, il critique le budget et dit que c'est très bien qu'on ait reporté le vote du code de la nationalité.

Il demande une enquête sur le rôle de l'armée française lors de la campagne du référendum en Nouvelle-Calédonie.

Enfin, plus récemment, dans *Le Point* (on voit qu'il ne chôme ni du bec ni de la plume), il critique la CNCL, cette commission de l'audiovisuel qui a remplacé la Haute Autorité que le gouvernement de gauche avait créée.

Et, bien sûr, tous les ministres concernés, titillés, suspectés ou critiqués, de répondre à qui mieux-mieux et de s'indigner de ces polémiques de Mitterrand. Le feuilleton n'est sûrement pas terminé. Mais les épisodes de Dallas n'étaient qu'hebdomadaires tandis que ceux-là ont l'air de devenir quotidiens. Si on en a jusqu'au mois de mai 1988 comme cela, il faudra que les personnages renouvellent vraiment leur répertoire.

Parce que, dans le fond, ce répertoire, qu'est-ce qu'il est ? L'âge de Mitterrand ou celui de Léotard ne nous intéressent vraiment pas. Aujourd'hui, ressortent des placards les vieilles affaires, des Irlandais de Vincennes, ou de Greenpeace.

Mais sur les vrais problèmes, le chômage, la crise, rien, ils n'ont rien à dire. Car depuis qu'ils gouvernent, rien ne s'est amélioré, à part les cadeaux aux riches.

Mais en face, du côté des critiques de Mitterrand contre le gouvernement, voit-on quelque chose concernant le sort des travailleurs, la hausse des loyers, les profits des entreprises qui ne sont pas réinvestis, le chômage, le niveau de vie des travailleurs qui pourrait être maintenu, les cadeaux faits à la bourgeoisie ? Non !

Non, il n'y a rien de tout cela. Ce qui semble seulement intéresser Mitterrand, c'est la télévision, ou les bénéficiaires des privatisations, ou la carrière du super-flic Prouteau. La seule chose qu'il peut mettre à l'actif d'un homme de gauche, c'est l'intérêt qu'il peut sembler porter au code de la nationalité et à la Nouvelle-Calédonie. Mais à la condition d'oublier que c'est sous le gouvernement de gauche qu'Eloi Machoro a été assassiné par les tireurs d'élite du GIGN et que les mesures anti-ouvrières ont commencé à être prises.

Alors, cette bataille fait beaucoup de bruit dans les médias, comme on dit aujourd'hui. Ça barde dans les sommets, mais ça ne concerne qu'eux. Nous les travailleurs, nous sommes spectateurs, et vraiment peu concernés par cette campagne électorale qui débute par cette lutte qui ne paraît féroce que parce que c'est du cinéma. Ces gens sont finalement du même bord et ont mené, mènent ou mèneront des politiques absolument indiscernables les unes des autres.

Si nous, travailleurs, nous voulons changer notre sort, ce ne peut être qu'en faisant, mais cette fois tous ensemble, ce que les cheminots ont fait l'année dernière : arrêter le travail jusqu'à temps que la bourgeoisie accepte de restreindre un peu ses profits.

Mais ce n'est ni Chirac, ni Mitterrand qui nous feront le moindre cadeau dans ce domaine.

Editorial des bulletins d'entreprise du 21 septembre 1987).

salaires, emploi, sécurité sociale...
Pour une riposte d'ensemble de la classe ouvrière

meeting de Lutte Ouvrière

avec **Arlette LAGUILLER**

et **Daniel Vitry**

vendredi 2 octobre
20 h 30 à la Mutualité

24, rue Saint-Victor Paris 5e - métro : Maubert-Mutualité
participation aux frais : 10 F

MITTERRAND ET LA CNCL

Mais quelle institution mériterait le respect?

"La CNCL n'a rien fait jusqu'ici qui puisse inspirer ce sentiment qu'on appelle le respect". La "petite phrase" du "sage" de l'Elysée, balancée dans les gencives des 13 autres "sages" de la Commission nationale de la communication et des libertés, a fait son chemin. Depuis, les deux membres nommés par le président de la République à cette commission, Catherine Tasca et Bertrand Labrusse, ont eux aussi apporté leur pierre : l'une en démissionnant d'une commission interne à la Commission, l'autre en déclarant que la CNCL était *"malade de non-pluralisme"*.

Bien sûr, la CNCL n'a rien de pluraliste ! L'inclination de la majorité de ses membres pour Chirac ne fait de doute pour personne. Tout le monde a pu en juger lors de l'attribution de la 5 à Hersant ou lors de la nomination des PDG des différentes chaînes. Ou encore, plus récemment, à l'occasion du traitement de faveur dont a bénéficié Radio-Lafleur, la radio du RPCR, le RPR local en Nouvelle-Calédonie. Le parti de Jacques Lafleur a pu en effet, lors de la récente campagne électorale pour le référendum bidon du 13 septembre dernier, émettre (grâce à un matériel d'ailleurs dépêché sur place en toute hâte par TDF) sur des fréquences non-autorisées par la CNCL, mais avec la tolérance complice de celle-ci. Enfin, il se peut aussi que la CNCL ait joué un rôle dans le récent limogeage de Michel Polac. Et Mitterrand de jouer, bien sûr, les défenseurs de la liberté.

Mais qu'en était-il, au fait, de la commission qui a précédé la CNCL : la Haute Autorité de l'audiovisuel, instituée le 22 août 1982, sur l'initiative du même Mitterrand et présidée par Michèle Cotta ? Pour Mitterrand bien sûr, elle n'avait qu'un défaut : ses compétences — entendez ses pouvoirs — étaient trop réduites. A part ça, c'était l'idéal... Et pour cause puisque si la CNCL est effectivement proche de Chirac, en réalité, tout le monde peut se souvenir que la Haute Autorité n'était pas, pour sa part, trop éloignée de Mitterrand et du Parti Socialiste. Ainsi, lorsque le président de la République avait souhaité voir attribuer la 5e chaîne de télévision à ses amis, les capitalistes Seydoux et Riboud, alliés à Berlusconi, la Haute Autorité ne s'y était pas opposée. Pas plus qu'elle ne s'était opposée à l'autorisation d'émettre accordée à la chaîne privée et payante Canal Plus, dirigée par André Rousselet, encore un proche de Mitterrand. Quant aux nominations des PDG de chaînes, on sait aussi ce qu'il en a été ; par exemple en octobre 1984, lorsque Jean-Claude Héberlé, un ami de l'Elysée, a été nommé PDG d'Antenne 2, un peu "en force" d'ailleurs. Toutes mesures qui — soit dit en passant — n'ont pas ouvert tellement plus l'antenne à de nouveaux courants, aux minorités, à la population elle-même.

Alors, Mitterrand peut bien aujourd'hui titiller la droite sur sa conception restrictive de la liberté de l'audiovisuel et invoquer la nécessité d'une *"institution indiscutable"* en la matière, arguant qu'il *"n'y a de liberté que là où il y a des institutions"*, il en est des institutions dans le domaine de l'audiovisuel comme dans les autres domaines et de la CNCL comme du Conseil constitutionnel ou du Conseil d'Etat : ces "hautes autorités", prétendument impartiales, indépendantes, arbitres au-dessus des conflits d'intérêts, garantissent d'abord la liberté de ceux qui ont la réalité du pouvoir, c'est-à-dire l'argent et accessoirement, celle de leurs serviteurs du moment à la tête de l'Etat... mais, quoi qu'en laisse entendre Mitterrand qui veut se donner des allures d'arbitre au-dessus des arbitres, certainement pas la liberté des simples citoyens.

Frédéric FERRIERES

Le Parti Socialiste et les privatisations

Le Parti Socialiste s'est attaqué récemment à la manière dont le gouvernement Chirac avait mené les privatisations et s'apprête à mener les suivantes annoncées par le ministre Balladur.

"De gigantesques profits illicites ont été réalisés, un petit groupe de personnes a utilisé l'appareil d'Etat au profit de groupes privés, un petit nombre d'hommes ont recueilli des privilèges leur permettant de devenir maîtres de l'appareil économique et financier", s'indignait, à l'Assemblée nationale, le député socialiste et ex-ministre de l'Intérieur Pierre Joxe.

Le fait est que, pour garantir, en principe, une certaine stabilité aux entreprises privatisées, Balladur a cédé suffisamment de parts de leur capital pour assurer le contrôle de ces entreprises à des groupes financiers qu'il aurait lui-même choisis : ces parts de capital sont joliment désignées par le gouvernement sous le terme "noyaux durs".

Les socialistes remettent en cause les choix d'attribution des "noyaux durs" des privatisations passées, et surtout à venir, car les choix de Balladur ne peuvent manquer de faire des jaloux dans les milieux de la grosse finance !

Ces choix feraient donc la part trop belle, d'après les socialistes, aux amis politiques de Chirac, c'est-à-dire aux mandataires et aux bailleurs de fonds du RPR... et pas assez, sans doute, à ceux à qui le Parti Socialiste voudrait plaire. A l'approche des élections, rien de ce qui peut ramener des soutiens bien placés n'échappe à l'œil aiguisé des politiciens "de gauche" !

Ces privatisations, dont les socialistes critiquent la forme, la droite s'y engage-t-elle par principe, par idéologie ? En réalité, les soi-disant principes du libéralisme ne jouent aucun rôle dans cette affaire ; d'ailleurs, c'est De Gaulle, un homme de droite s'il en est, qui fut après la Deuxième Guerre mondiale le promoteur des nationalisations les plus importantes.

Depuis plusieurs années, le slogan est "enrichissez-vous". Par ces privatisations, le gouvernement offre la possibilité au patronat de s'enrichir toujours plus ! Et la bourgeoisie s'est jetée sur les entreprises dénationalisées récemment, comme elle se précipitera sur les privatisations de demain : celles de la Compagnie financière de Suez et d'une grande compagnie d'assurance (en principe les AGF), qui interviendront dès cet automne ; d'autres suivront : Matra, Péchiney, les assurances du GAN, etc. Bref, c'est la curée !

Car dans la situation générale de stagnation de la consommation, donc de la production, que connaît l'économie mondiale, la bourgeoisie française (comme les autres d'ailleurs) se soucie bien peu de réaliser des investissements productifs, c'est-à-dire de créer des entreprises nouvelles qui immobiliseraient leur argent pendant des mois voire des années, avant qu'ils puissent en tirer un profit.

Par contre, acheter des entreprises qui tournent et qui rapportent déjà, c'est d'un profit immédiat. Les bourgeois le font déjà, en achetant d'autres entreprises. Mais il y en a de moins en moins à vendre, sauf à un prix de plus en plus gonflé artificiellement (surtout par le biais de la surenchère boursière).

Alors, les privatisations, quelle aubaine pour les détenteurs de gros capitaux. C'est le moyen pour eux d'acheter de grosses entreprises, donc de gros profits, à un cours raisonnable fixé par le gouvernement pour ses amis.

Eventuellement, lorsque les actions ne seront plus bloquées, il sera possible, en plus, de tirer un surprofit de leur vente à de moins gros porteurs de capitaux ou à des porteurs de capitaux moins bien placés auprès des puissants du jour.

Témoigne entre autres de cette orientation le projet de privatisation accélérée du groupe Péchiney : *Le Monde* du 20 septembre indique que cette entreprise remonte la pente plus vite que prévu, surtout du fait du cours particulièrement favorable de l'aluminium (les cours ont augmenté de plus de 50% depuis le début de l'année, et cette tendance devrait se poursuivre jusqu'à mi-1988).

Dans ce climat de frénésie, toute entreprise pouvant suer du profit attire la convoitise des financiers qui ne savent plus où placer leur argent : non seulement les chaînes de télévision mais, on l'a vu, même les établissements pénitentiaires !

On peut parier que la gauche, dans ces circonstances, aurait mené globalement la même politique que Balladur ; d'ailleurs, les nationalisations de 1981, qui furent tout sauf des mesures sociales, ont simplement permis de dégager les financiers des secteurs non rentables, d'en nationaliser les pertes et de fournir, en échange, de grosses quantités d'argent frais aux anciens propriétaires qui ont pu les réinvestir dans des secteurs plus rentables. Ensuite, les socialistes n'ont pas attendu d'être évincés par la droite pour privatiser les entreprises (ou les bouts d'entreprises) qui pouvaient intéresser tel investisseur privé : c'est ainsi que le gouvernement Fabius a cédé l'exploitation d'une chaîne de télévision à un "ami politique", le patron "de gauche", Berlusconi.

Alors si les socialistes s'opposent aux privatisations façon Balladur, ce n'est certainement pas pour leur opposer des privatisations populaires, pour s'attaquer à l'oligarchie financière.

Non, ceux à qui le Parti Socialiste s'adresse, c'est à tous les gros financiers que les privatisations Balladur semblent écarter, pour le moment. Le Parti Socialiste se veut un parti responsable, qui espère bien gérer à nouveau, dans un avenir plus ou moins proche, les intérêts de l'ensemble des milieux d'affaires, et à ce titre, il est bien plus sensible à l'avis des profiteurs qu'à l'opinion des couches populaires.

Seulement, tout l'art de ces démagogues "de gauche" consiste à plaire aux premiers en donnant l'illusion de défendre les seconds.

Alain CHEVARD

LUTTE DE CLASSE N° 11 est parue

Au sommaire de ce numéro de septembre :

Italie :
Après les élections de juin
☐ Le Parti Communiste atteint du "mal français" ?
☐ L'extrême-gauche dans ces élections

Politique des nationalistes révolutionnaires et politique des révolutionnaires prolétariens

Espagne :
Quand la LCR espagnole critique Trotsky

Trotskysme ou anarchisme : les vrais problèmes
(Discussion entre la Revolutionary Socialist League, USA, et l'Union Communiste Internationaliste)
☐ Texte de la Revolutionary Socialist League
☐ Réponse de l'Union Communiste Internationaliste

SALAIRES

Mettre un coup d'arrêt à la rapacité patronale

Selon l'INSEE, le pouvoir d'achat des ménages baisserait de 1,5 % en 1987. La raison ? Elle est simple : l'inflation se situerait aux alentours de 3,5 % et les salaires resteraient loin derrière.

Mais s'il est relativement facile de chiffrer l'inflation, il est plus malaisé de calculer l'évolution des salaires qui restent très disparates. C'est donc en se basant essentiellement sur le salaire des fonctionnaires que les journalistes économiques font leurs calculs.

Mais les salaires des fonctionnaires et les augmentations générales prévues pour eux ne sont qu'un aspect de la réalité. Dans bien des entreprises et des plus grosses, l'année 1987 sera celle de l'année 0 % ou 1 % !

Non seulement les feuilles de paie accusent une baisse relative par rapport à l'inflation, mais dans bien des cas, à cause de l'augmentation des retenues sociales, elles accusent une baisse en valeur absolue. Et cela pour ceux qui ont la chance de travailler. pour les chômeurs ou ceux qui retrouvent un emploi, la perte est beaucoup plus sèche.

Aux journées parlementaires du RPR, Séguin, le ministre des Affaires sociales, a dessiné ainsi l'avenir : *"Demain, pour la France, ce seront les services qui seront créateurs nets d'emploi. En aucun cas l'industrie à elle seule ne pourra répondre à la demande.* (...) *Tous ces services se sont créés dans les autres pays à des niveaux de rémunération inférieurs, largement inférieurs à celui de l'industrie".*

Voilà donc la situation : pour ceux qui travaillent depuis longtemps les augmentations générales de salaires marquent le pas, et les augmentations individuelles, quand il y en a, ne suffisent pas à enrayer la baisse relative du pouvoir d'achat ; pour ceux qui trouvent ou retrouvent un emploi, le salaire se situe d'emblée à un niveau très inférieur. C'est le résultat de la politique gouvernementale en matière de salaire menée depuis 1982, année du blocage des salaires par la gauche au gouvernement.

Paradoxalement Pierre Guillen, le président de la commission sociale du CNPF, peut confesser au journal *La Croix* du 11 septembre : *"Nous prônons une politique des salaires souple et diversifiée* (...) *Si leur situation le permet, les entreprises peuvent maintenir le pouvoir d'achat et même faire plus".*

Elles peuvent mais pourquoi le feraient-elles ? En tout cas, il faut croire que le président de la commission sociale du CNPF a les mains plus libres vis-à-vis des patrons, que le gouvernement vis-à-vis de son électorat !

Pour les uns comme pour les autres, la seule réponse devrait être un mouvement d'ensemble des travailleurs à qui ils ne peuvent plus cacher aujourd'hui les bénéfices et les profits des entreprises. Les patrons peuvent payer. Mais ils ne le feront que contraints par la lutte des salariés. Cela devient un problème crucial pour le monde du travail — chômeurs compris — car la rapacité patronale ne connaît d'autre limite que celle que lui impose la résistance ouvrière.

POUR LES ENTREPRISES

Des impôts au beau fisc

Le rapport que vient de rendre public le Conseil des impôts constate que les incitations fiscales destinées à favoriser les investissements, et qui, selon le journal *Les Echos*, ont été largement utilisées en France de 1966 à 1985, n'ont guère été efficaces puisque, dit ce rapport, elles ont principalement bénéficié à des entreprises qui auraient de toute façon investi. Ce qui ne veut pas dire qu'elles ont été sans effets bénéfiques sur les profits de ces entreprises.

Il en est de même des mesures fiscales d'incitation à l'embauche, qui n'ont incité que fort peu de patrons à embaucher plus qu'ils n'avaient l'intention de le faire au départ, mais qui leur ont permis de le faire à moindre coût.

Quelles découvertes ! Ainsi donc les patrons n'en ont fait qu'à leur tête, et se sont contentés d'empocher les avantages que leur conférait la fiscalité sans pour aurant se sentir incités ni à investir, ni à embaucher.

En bonne logique il serait normal de leur demander de restituer à la collectivité les sommes qu'ils ont ainsi détournées.

Ça ne serait que justice. Mais le Conseil des impôts n'a pas ce souci-là. Il recommande au gouvernement — qui n'a d'ailleurs besoin d'aucun encouragement dans ce domaine — d'alléger la fiscalité des entreprises.

Après tout, pourquoi s'embarrasserait-il de faux prétextes et d'alibis douteux et pourquoi continuer à parler d'incitation à ceci ou à cela ? Plutôt parler d'aides aux capitalistes. C'est bien plus franc. Dans tous les sens du terme.

SÉCURITÉ SOCIALE

L'art de nous faire les poches et de creuser de nouveaux trous !

"La Sécu commence à faire des économies", titrait *Libération* du 19 septembre, après l'annonce des économies réalisées par l'assurance-maladie (plus de 4,4 milliards) depuis la mise en œuvre du plan Séguin. Du coup, le déficit serait moindre que prévu, voire inexistant cette année.

Evidemment. Cette fois-ci, ceux qui ont été plus particulièrement mis à contribution, ce sont ces 360000 assurés qui bénéficiaient jusqu'alors d'une prise en charge à 100% pour cause de maladie grave ou de longue durée. 300000 d'entre eux ne seraient désormais plus couverts à 100% et la Sécurité sociale affirme ne pas perdre de vue les 60000 restants : ils ne perdent donc rien pour attendre.

Il y a aussi les pressions (même si on appelle cela "recommandations") faites sur les médecins pour qu'ils limitent leurs prescriptions : alors que, bon an mal an, le montant des prescriptions augmentait jusqu'alors de 10%, cette année, le montant moyen de la feuille de soin n'a pas bougé. C'est autant de gagné... sur le dos des malades. Sans oublier non plus le fait que depuis plusieurs années le nombre des arrêts-maladie pris par les salariés ne cesse de diminuer. Le climat ne s'est certes pas amélioré brusquement en France, mais les hautes pressions de l'anticyclone du chômage créent actuellement un micro-climat favorable aux patrons, les travailleurs hésitant à s'arrêter pour se soigner !

Autre domaine où les économies battent leur plein : les employés des Caisses d'assurance-maladie dont les salaires continuent pratiquement d'être bloqués et contre lesquels 8000 suppressions d'emplois ont été planifiées sur trois ans. Les départs en retraite, les mises en préretraite, les démissions ne sont plus remplacés et, pour faire bonne mesure, on pousse aussi à la roue les procédures de licenciements disciplinaires.

Séguin peut donc avoir le sourire : l'assurance-maladie se porte mieux... même si c'est au détriment des assurés et des employés. La seule chose qu'il souhaite, c'est de pouvoir affirmer au moment des élections que son plan marche. Car après, bien sûr, cela recommencera. Et certains s'y emploient d'ailleurs dès maintenant avec zèle.

On peut citer deux exemples de la façon dont, à peine un "trou" bouché, on s'empresse d'en creuser un autre de deux milliards.

Il y a des cliniques privées qui, à compter du 1er janvier prochain, vont être exonérées de TVA sans qu'obligation leur soit faite de réduire d'autant leurs tarifs. C'est plus d'un milliard que ces cliniques voleront ainsi à la Sécurité sociale. A quoi il faut ajouter la dernière trouvaille des banques.

Celles-ci viennent d'annoncer que, désormais, elles factureraient 77 centimes chacun des 600 millions de virements réalisés chaque année par la Sécurité sociale. Le comble est que ces mêmes banques avaient obtenu de la Sécurité sociale, pour faire des économies, que ces virements soient désormais faits d'ordinateur à ordinateur : il n'est donc évidemment pas question ici d'invoquer des frais de chéquier. Qu'à cela ne tienne, les virements électroniques seront facturés. La Sécurité sociale devrait sans doute même s'estimer heureuse : au début les banques avançaient le chiffre de 1,42 F par virement. Mais elles ont été magnanimes, elles en ont rabattu de moitié et cela ne coûtera "que" plus de 500 millions à la Sécurité sociale.

Ce sont ainsi près de deux milliards — la moitié de ce que vient de grappiller Séguin sur le dos des assurés — qui sont généreusement distribués aux cliniques et aux banques. Une générosité qui ne connaît pas de bornes puisqu'en définitive elle se fait avec l'argent des salariés à qui on demandera, encore une fois, de payer plus pour se soigner moins !

P.L.

De toutes les matières, c'est le maroquin qu'ils préfèrent

Le Parti Communiste Français va bientôt tenir son 26e congrès et a publié dans *l'Humanité* du 16 septembre le projet de résolution qui y sera proposé à ses militants. Les objectifs y sont définis par référence à ceux du congrès précédent, celui de 1985, qui avait été marqué par la sortie des ministres communistes du gouvernement de gauche : *"Notre parti est un parti de gouvernement"* est-il précisé dans le projet de résolution. *Comme le 25e congrès l'a précisé, pour mettre en œuvre une politique nouvelle, le Parti Communiste "entend prendre à la direction des affaires du pays la place que lui accordera le suffrage universel" en concluant des "accords entre formations politiques, en particulier avec le Parti Socialiste, lorsque de tels accords s'avèreront possibles".*

Le Parti Communiste entend donc retourner au gouvernement avec les socialistes dès que possible.

Comme en 1981 ?

Non bien sûr. Le raisonnement implicite qui est contenu dans ce projet, comme dans le discours de Lajoinie lors de la Fête de l'Humanité consiste à dire que cette fois, il faudrait y retourner avec un poids plus important afin de peser sur le gouvernement de gauche, et non plus de se retrouver dans la situation que connut le Parti Communiste de 1981 à 1984, où il n'a pu peser parce que son poids (4 ministres) n'était pas conforme à sa représentation électorale.

Certes, on peut déjà regretter qu'alors qu'il était au gouvernement, le Parti Communiste n'ait jamais exprimé — ou si peu — ses désaccords avec les ministres socialistes. Notamment, à partir de 1982 puisque, selon le texte proposé au 26e congrès lui-même, cette date marquerait les débuts d'une *"politique d'austérité favorisant les profits et les fortunes, développant les injustices et prônant la résignation"*. C'est en effet au cours de cette période (1982-1984) que fut mis en place le blocage des salaires, qu'eurent lieu les premières vagues de licenciements, dans l'automobile, à Talbot, et le Parti Communiste s'est alors montré totalement solidaire de ces mesures anti-ouvrières.

Mais le passé mis de côté, le problème est de savoir si une telle pression est possible aujourd'hui de la part des communistes. Ce qu'on sait, c'est que dans le passé, le Parti Communiste a pesé d'un poids électoral bien plus important et que précisément, cela ne lui a permis en rien de peser sur le Parti Socialiste.

Le principal accord que le Parti Communiste a conclu avec le PS, ce fut en 1972, avec la signature du Programme commun. A l'époque, le Parti Communiste comptait encore 20% du corps électoral, le double d'aujourd'hui. Si le PC pouvait peser sur le PS, c'était bien à ce moment-là. Or, qu'advint-il ? L'Union de la gauche se fit, le PC renonça à critiquer Mitterrand... et le PS se requinqua d'élection en élection au détriment du PC. Tant et si bien qu'en 1977, le 22 septembre, Georges Marchais constatant l'érosion des voix du PC au profit de son partenaire, décida de rompre les accords de l'Union de la gauche. Ce qui d'ailleurs n'enraya pas plus la baisse électorale du PC. Et si Mitterrand se paya le luxe d'offrir 4 strapontins aux communistes en 1981, ce fut précisément parce qu'ils étaient passés en position de faiblesse comme jamais auparavant et qu'il n'avait à craindre aucune pression de leur part, tout en leur faisant partager l'impopularité de la politique qu'il entendait mener.

Il y a 15 ans, avec près de 20% des voix, la perspective de devenir un parti de gouvernement en s'alliant avec le PS n'a guère réussi au PC. Aujourd'hui, alors que le Parti Communiste ne représente plus que 10% de l'électorat, comment lui serait-il possible d'exercer une pression sur le Parti Socialiste afin d'obtenir une participation acceptable au sein d'un gouvernement de gauche ?

Et puis, même si le Parti Communiste propose un accord au PS, qui dit que le PS, cette fois, acceptera ? Comme Mendès France en son temps, Mitterrand pourrait tout aussi bien vouloir gouverner en se passant des voix du PC, quitte à chercher à droite ce dont il n'a plus besoin à gauche...

(AFP)

Rien de nouveau sous le soleil : la pression sur le PS ne permet pas de "changer vraiment".

Bien sûr, le texte ne parle pas que de pression électorale, et depuis qu'il est sorti du gouvernement, le Parti Communiste veut se donner le visage d'un parti radical, du parti des luttes : *"Unissons-nous dans l'action "en bas"*, ou encore *"le rôle décisif doit revenir au mouvement populaire"* affirme le projet de résolution. Seulement, rien ne prouve que le Parti Socialiste soit sensible à une telle pression *"d'en bas"*, et même, si l'on examine le passé, tout prouve le contraire : le Parti Socialiste est un parti de gouvernement bourgeois prêt à sacrifier jusqu'à son électorat pour maintenir cette image de respectabilité. Ainsi Guy Mollet n'avait-il pas hésité à intensifier la guerre d'Algérie, puis à soutenir De Gaulle, ce qui avait conduit le Parti Socialiste (SFIO) à ne plus faire que 5% aux élections présidentielles de 1969 derrière le candidat Defferre.

Non, tant que le Parti Communiste, même quand il parle de luttes, ne les concevra que comme un accessoire, un moyen d'obtenir des sièges de ministres, il ne pourra pas offrir à ses militants de perspectives leur permettant d'affronter la période. Et que le Parti Commmuniste ambitionne 4 strapontins ou 10 fauteuils pour ses ministres ne change rien à l'affaire.

Pierre REDON

IL Y A 40 ANS :

1947 : la création du Kominform

Un pâle reflet de la Troisième Internationale

Du 22 au 27 septembre 1947, les représentants des partis communistes de 9 pays européens (soviétique, bulgare, yougoslave, roumain, hongrois, polonais, tchécoslovaque, français et italien) se réunirent en Pologne, près de Wroclaw. C'était la réunion de fondation du Kominform, abréviation russe pour "Bureau d'Information des Partis Communistes et Ouvriers", qui n'était qu'un piètre ersatz de l'Internationale Communiste qui n'existait plus depuis quatre ans...

Quatre années auparavant, en effet, en 1943 (deux ans après l'entrée en guerre de l'URSS aux côtés des USA et de l'Angleterre), Staline avait dissous la Troisième Internationale, l'Internationale Communiste, qui avait perdu depuis longtemps d'ailleurs son caractère révolutionnaire. Mais cette dissolution représentait plus qu'une démarche symbolique. En 1943, l'IC, même totalement bureaucratisée, représentait encore un point d'ancrage possible à tous les militants communistes clandestins au travers de l'Europe qui se trouvaient coupés de leur direction nationale, comme à tous les sympathisants communistes. Les impérialismes alliés ne tenaient pas à ce qu'au cours de la guerre et à son issue, les militants ouvriers puissent disposer ne serait-ce que d'une telle référence internationale dans un contexte où ils pouvaient craindre des troubles révolutionnaires généralisés à toute l'Europe. Et la dissolution de l'IC fut le gage donné par Staline aux alliés, peut-être même à leur demande, montrant que l'URSS s'emploierait à endiguer tout risque révolutionnaire en Europe.

C'est d'ailleurs à la même époque que les militants communistes, qui dans les différents pays d'Europe essayaient de capter Radio-Moscou, eurent la surprise de devoir la repérer non pas à l'air de l'Internationale qui était jusque-là l'hymne de l'URSS, mais au nouvel air patriotique russe qui devint désormais l'hymne soviétique...

Quatre ans après seulement donc, en 1947, Staline recréait un Kominform. C'est qu'entre temps, la politique des alliés impérialistes à l'égard de l'URSS avait changé.

Les chefs de file du monde impérialiste (USA et Grande-Bretagne) ne s'étaient, dans la Seconde Guerre mondiale, que circonstanciellement retrouvés les alliés de l'URSS. Une fois l'Allemagne vaincue, une fois, ensuite, le danger de soulèvements révolutionnaires éloigné, grâce à la collaboration de l'URSS, l'impérialisme américain et les autres à sa suite désignèrent de nouveau l'URSS comme l'ennemi principal. Dès 1947, le plan Marshall fut mis en place : il subventionnait en dollars américains les Etats européens, y compris certains qui font aujourd'hui partie de l'Europe de l'Est. Les USA cherchaient ainsi à lier à eux les Etats européens, et à les éloigner de l'URSS. Le 12 mars 1947, le président américain Truman proclama officiellement la rupture entre les deux ex-alliés. La guerre froide n'allait pas tarder.

L'URSS répliqua alors, en septembre de la même année, en fondant le Kominform dont la conférence de fondation réunit les délégués de partis communistes d'Europe de l'Est, plus ceux d'Italie et de France. Etait-ce là la recréation d'une Internationale Communiste ? Non, bien sûr. La IIIe Internationale, l'Internationale révolutionnaire et bolchévique, fut fondée par Lénine et Trotsky en 1919. Elle se donna pour tâche, du vivant de Lénine, la révolution mondiale — et ce n'étaient pas des mots ! Ensuite, quand l'Etat ouvrier eut dégénéré en une dictature bureaucratique dirigée par Staline, la IIIe Internationale devint un instrument grâce auquel la bureaucratie russe faisait défendre ses intérêts diplomatiques par les partis communistes occidentaux, dans les pays du bloc impérialiste. Et en 1943, ce fut une Internationale bien morte que Staline dissout.

En 1947, en face des dangers qui menaçaient l'URSS, la rupture Est-Ouest, la guerre froide qui commençait, Staline avait été incapable de recréer une internationale digne de ce nom, même s'il l'avait voulu, ce qui n'était pas le cas. Il n'osa même pas reprendre le nom d'Internationale. Il préférait entretenir des rapports d'Etats à Etats vis-à-vis des pays du glacis, c'est-à-dire des rapports entre l'Etat de l'URSS et chacun des Etats du glacis, plutôt que même un semblant d'égalité entre les différents partis communistes et le Parti Communiste russe. C'est pourquoi il se contenta de créer une structure juridique qui ne fût qu'un "bureau d'information", où les différents partis communistes européens étaient informés des directives de Moscou.

Et ce Kominform, très pâle imitation de feu la IIIe Internationale, ne joua aucun rôle, ni dans la création des Etats du glacis, ni dans les relations entre partis communistes. C'est ainsi qu'en 1956, Khrouchtchev n'eut même pas besoin de le dissoudre ; il se contenta d'entériner sa disparition de fait.

André LORIOT

GRANDES MANŒUVRES

Moineau hardi et corbeaux sinistres

C'est à un véritable bombardement d'images télévisées que l'on a assisté à l'occasion des fameuses manœuvres franco-allemandes baptisées "moineau hardi"..., en attendant, sans doute, la "souris qui rugissait" ou "le pou enragé".

Le scénario ne volait pourtant pas très haut : 20 000 bidasses de la FAR, la Force d'Action Rapide française étaient censés se porter au secours de 55 000 de leurs confrères allemands, d'un corps d'armée blindé "submergé par surprise", afin d'affronter en chœur dans une force "bleue" un agresseur évidemment rouge et venu de l'Est, qu'ils devaient bien entendu, écraser à la fin, tandis que les inévitables Mitterrand et Kohl devaient, quant à eux, se donner une "poignée de main télévisée" sur un pont du beau Danube bleu.

Et de nous montrer avec insistance, envolées lyriques à l'appui, le ballet des hélicoptères anti-chars et anti-hélicoptères, "véritables feux follets" selon *Le Monde,* lui aussi à la fête. Et de filmer pour nous les chars écrasant les récoltes, traversant routes et champs comme si c'était vraiment une nouvelle fois le début de la der des der.

Bilan (provisoire) : un mort, un automobiliste, qui, pour avoir cru que les routes étaient faites pour lui, s'est écrasé contre un char ; 5 blessés parmi les soldats coincés sous l'un de leurs engins et des sommes colossales parties en fumée, envolées en munitions et en indemnisations diverses pour cause de dégâts.

Ce n'est pas la vraie guerre, bien sûr, ce n'est qu'un simulacre, déjà bien coûteux et bien inutile.

Mais la guerre, les gouvernements, et les galonnés la préparent et nous y préparent. C'est aussi cela le but de leurs manœuvres.

Ils se prennent pour des moineaux, libres à eux. Mais qu'ils ne nous prennent pas pour des pigeons.

ACCORD SUR LES EUROMISSILES

Ni désarmement ni fin de la tension est-ouest

Un accord de principe entre Américains et Soviétiques vient de se faire sur la réduction des armements nucléaires de moyenne portée. Il s'agit de la destruction, côté américain, des fameux "euromissiles" — dont l'implantation, il y a quelques années, avait, dans plusieurs pays européens, provoqué de nombreuses manifestations pacifistes — et, côté russe, de ces non moins "fameux" SS20 — fusées également de plusieurs milliers de kilomètres de portée, braquées sur l'Europe Occidentale — celles mêmes qui avaient servi de justification à l'installation des systèmes américains.

L'accord de principe devra faire place à un accord en bonne et due forme qui reste encore à rédiger, après quoi on devrait passer à la phase de la destruction. Pas immédiate, mais dans des délais qui restent encore à débattre. D'ici deux à cinq ans, souhaiterait Moscou, alors que Washington voudrait que cela soit terminé d'ici trois ans.

Cette "option zéro" ne signifie pas qu'il n'y aura plus d'armes nucléaires, même de cette portée dite "intermédiaire" qui va de 500 à 5 000 km. Cela signifie que ce type de fusées, basées à terre en Europe, devra être détruit. Pas question pour autant de faire disparaître tout le reste de l'armement nucléaire. *"Ce texte laisse à espérer que le nombre de missiles nucléaires dans le monde plafonnera, puis commencera à diminuer",* dit prudemment George Schultz, le représentant américain qui, avec son homologue soviétique Chevardnadze, vient de mettre au point cette première phase de l'accord.

Car il reste en quantité, les missiles à bord de bombardiers à long rayon d'action, les missiles qui équipent les sous-marins stratégiques lance-engins, les missiles intercontinentaux basés sur le territoire soviétique ou américain ou ailleurs, et il y a encore l'artillerie nucléaire et tous les engins de portée inférieure à 500 km.

Une fois additionné tout ce qui n'entre pas dans l'accord de désarmement, il reste quelque 95 % de l'arsenal nucléaire, car les missiles concernés ne représentent, selon les estimations des uns ou des autres, que de 3 % à 6 % de la totalité des armes atomiques. Mais à eux seuls, les "euromissiles" avaient pourtant coûté, pour le camp occidental, la bagatelle de 9 milliards de dollars, et les dépenses de l'URSS pour les SS20 ont sans doute été du même ordre. Cela avait fait le

(AFP)

Reagan et Schultz annoncent l'accord américano-soviétique.

bonheur des industriels de l'armement et c'est sans doute l'une des raisons parmi les plus déterminantes, qui avait présidé à la mise en place de ce système dit de défense. Ce n'était pas l'unique raison et il y en avait également de plus directement politiques, car la mise en place des "euromissiles" permettait de placer les pays européens en situation, en cas de conflit USA-URSS, de ne pouvoir longtemps tergiverser, ne serait-ce que parce qu'ils avaient sur leur sol un armement d'où pouvaient partir les premiers coups d'un conflit nucléaire.

Aujourd'hui, c'est le démantèlement des euromissiles qui est à l'ordre du jour, mais cela ne prouve pas pour autant que la courbe, sans cesse ascendante de l'armement des deux superpuissances, va dorénavant s'inverser. Ce traité, si l'on parvient à une rédaction définitive, ne sera que le énième pacte de désarmement de ces dernières décennies. Et les multiples accords passés n'ont pas freiné la course aux armements, ni jamais réduit les arsenaux des uns ou des autres. Avant de pouvoir dire que cet accord sera plus efficace que les autres, il reste encore à le vérifier.

Tout permet par ailleurs de penser que ce nouvel accord va servir d'argument à une nouvelle accélération de la course aux armements. C'est ainsi que le général Galvin, commandant en chef des forces américaines en Europe, s'est prononcé pour *"à la fois, un renforcement des forces classiques de l'OTAN et de ses capacités nucléaires",* pour compenser la perte de ses missiles.

Comme quoi, en dépit de ce qu'en a dit le journal *l'Humanité* qui titrait à la Une, le vendredi 18 septembre, *"La paix à portée de fusée"* et le lendemain samedi 19, *"Une ère nouvelle",* rien ne prouve encore qu'on aille vers le désarmement, même à pas de fourmi.

L'accord Schultz-Chevardnadze permet-il au moins de penser qu'on se trouve dans une phase plutôt favorable des rapports Est-Ouest ? Depuis 40 ans, entre l'URSS et les USA, il existe de fait une certaine cœxistence pacifique, plus ou moins entrecoupée de moments de tension qui font craindre qu'on en vienne à l'affrontement direct entre les deux grands. Et, du blocus de Berlin à la guerre du Vietnam, en passant par celle de Corée, on ne compte plus les périodes de tension qui ont émaillé l'histoire de ces quarante dernières années.

Comme tout le monde, nous préférons les moments où ça se calme, et on voudrait bien pouvoir être aujourd'hui dans une période d'accalmie plutôt que dans une phase de crise. On peut toujours espérer que la tension entre l'URSS et les USA baisse réellement, là où elle se manifeste le plus, comme par exemple dans le Golfe Persique au Moyen-Orient, ou en Amérique centrale, mais rien n'est moins sûr. Cela pourrait même être le contraire, et ce n'est pas parce que l'impérialisme américain signe avec l'URSS un accord de désarmement, qu'il va pour autant s'incliner, là où le cliquetis des armes se fait le plus entendre.

La paix dans le monde ne dépend finalement pas d'un accord sur les armes nucléaires. Sur le plan militaire, le rôle de celles-ci est d'ailleurs limité, et le rôle des fusées en question est encore moins grand. C'est toujours avec l'infanterie qu'on gagne ou qu'on perd les batailles. Et avec ou sans "euromissiles", aucun point du globe n'est de toute façon à l'abri d'une attaque nucléaire.

Tant que ce ne seront pas les peuples eux-mêmes qui décideront de l'armement — et pour imposer leurs décisions, cela implique qu'ils soient eux-mêmes armés et désarment ceux qui les gouvernent — le spectre de la guerre ne pourra pas disparaître. Aujourd'hui, on n'a que le choix de se réjouir, faute de mieux, des accords de désarmement. Ou plutôt, faute de pouvoir s'en réjouir sans crainte, on est bien obligé de ne pas les déplorer.

Louis GUILBERT

Les dépenses d'armement ne vont pas ralentir

Faisant les comptes, *le Figaro* du 21 septembre prévoit que les missiles *Cruise,* sur sous-marin ou sur avion (à 1,5 million de dollars pièce), verront dans les années qui viennent leur production accrue. Selon la même source, il est également prévu de renforcer la flotte aérienne américaine en Europe de F 111, et de remplacer les fusées *Polaris* des sous-marins, par une version plus moderne, le *Trident D 5. Le Figaro* signale également que, *"toujours dans le domaine des missiles, un programme américain de plusieurs milliards de dollars est en cours pour doter l'aviation..." ; "cela suppose une modification des bombardiers en service..." ; "coût 3 milliards de dollars".* Et ce n'est pas tout, puisque un nouveau missile à portée de moins de 500 km (hors accord donc), le *Lance,* devrait être programmé pour le prix d'un milliard et demi pour l'ensemble, et que la modernisation de l'artillerie nucléaire en cours se fera pour le prix d'un autre milliard de dollars. Tout cela sans même compter le programme IDS, dit de *"guerre des étoiles",* et sans compter non plus l'augmentation de l'armement classique avec lequel on peut faire encore de "bonnes petites guerres", comme le montre le conflit Iran-Irak.

ITALIE

Licio Gelli et le pouvoir occulte de la "P2"

Licio Gelli, le "vénérable maître" de la loge P2 a refait surface lundi 21 septembre en Suisse. Il était en fuite depuis le mois d'août 1983, où il avait échappé avec une facilité surprenante à ses geôliers. C'était, déjà, en Suisse. Il faut croire que cet homme sait apprécier les facilités que semble offrir ce pays pour ses apparitions et ses disparitions.

Car Licio Gelli est surtout poursuivi en Italie, et son personnage est mêlé à pratiquement tous les scandales politico-financiers et aux principales affaires de terrorisme d'extrême-droite qui ont secoué la péninsule ces dernières années. Et il y en a.

La loge maçonnique "P2" (propagande 2), dont l'existence fut découverte en 1982, et dont Gelli était le grand maître, est accusée d'une véritable conspiration. Elle ne regroupait pas n'importe qui, en effet, mais 953 personnalités dont des ministres, des dirigeants politiques, des chefs des forces armées et des services secrets, des financiers, des journalistes de renom. Derrière la loge P2, il y avait en quelque sorte tout un tissu de relations mondaines qui servait à l'organisation de divers complots, dont le "vénérable maître" aurait tiré la plupart des ficelles.

La loge P2 aurait ainsi trempé dans le scandale des pétroles, au cours duquel des chefs de premier plan de la "Guardia di Finanza", corps chargé en principe de la surveillance des affaires fiscales, ont détourné des milliards aux dépens de l'Etat, dans l'affaire de la banqueroute du "Banco ambrosiano" de Roberto Calvi, banque liée au Vatican et qui servait, entre autres, à "blanchir" l'argent de la Mafia. Grâce à la complaisance de ses adhérents membres des services secrets, la "P2" pouvait se procurer ou faire disparaître les dossiers d'Etat compromettants pour tel ou tel homme politique ou haut dignitaire, moyennant, semble-t-il, des cotisations élevées ou, si l'on préfère, une participation aux diverses fraudes organisées par ces personnages.

Mais au-delà de ces combines qui semblent avoir constitué son pain quotidien, la "P2" est accusée tout simplement de "conspiration politique" car toutes ces relations auraient servi à Licio Gelli et à ses complices pour faire de la "P2" un véritable centre de pouvoir occulte qui avait barre sur bon nombre d'hommes politiques, ceux-ci n'ayant rien à lui refuser.

La "P2" passait aussi aux actes ; Gelli, ancien combattant fasciste de la guerre d'Espagne et de la campagne d'Italie qui se serait reconverti ensuite en rendant service à divers services secrets de l'Est et de l'Ouest, serait ainsi au centre de la "stratégie de la tension" qui a marqué la vie politique italienne pendant toutes les années soixante-dix. Il s'agit de cette succession de troubles complots, mêlant, d'une façon jamais vraiment éclaircie, agents des services secrets et terroristes d'extrême-droite, qui se sont traduits par une série d'attentats dans des lieux publics, notamment dans le train "Italicus" ou à la gare de Bologne où l'explosion d'une bombe fit 85 morts le 2 août 1980.

Licio Gelli sait donc beaucoup de choses, et on pourrait penser qu'il était activement recherché. Mais ça ne semble pas le cas. Non seulement sa fuite en 1983 aurait été facilitée tout simplement par une grosse banque helvétique, l'"Union de banques suisse" auprès de laquelle il a des avoirs considérables et qui ne semble pas tenir trop à ce qu'on enquête sur l'origine de ses fonds, mais on connaît pratiquement tous les endroits où il s'est caché, et qui sont tout simplement les villas et propriétés diverses qui font son patrimoine, de la côte d'Azur à l'Espagne et au Paraguay, à l'Uruguay, au Brésil et à l'Argentine. Autant d'endroits où on ne s'est pas trop pressé d'aller le traquer.

(AFP)

Sur les lieux de l'attentat de 1980 en gare de Bologne pour lequel la responsabilité de Licio Gelli est mise en cause.

Quant au fait qu'il se constitue prisonnier, cela semble, de la part de Gelli, un calcul avisé. En effet, en Suisse, il n'est poursuivi que pour corruption d'un gardien de prison. Il y a bien eu une demande d'extradition émanant de l'Italie, mais seules les poursuites pour délits financiers ont été reconnues par la Suisse. Les autres motifs, "conspiration politique", "espionnage politico-militaire", "association de malfaiteurs", "organisation de bande armée", "association subversive" ont été écartés par la justice helvétique, comme étant de nature "politique". Autrement dit, s'il est extradé vers l'Italie, il ne pourra être poursuivi pour aucun de ces motifs !

Et puis, il faut rappeler combien ces dernières années, chaque fois que la justice italienne a mené en procès tel ou tel accusé de "terrorisme noir", l'accusation s'est rapidement enlisée, conduisant en général soit à l'acquittement pour insuffisance de preuve, soit à des condamnations dérisoires. En déclarant donc, au moment où il s'est constitué prisonnier, qu'il avait l'intention de "collaborer avec la justice", Licio Gelli n'a pas pris de grands risques. Celle-ci semble en effet toute prête à collaborer avec lui, en Italie tout comme en Suisse. Même accusé d'"organisation de bande armée", Gelli n'est pas un quelconque petit terroriste des "Brigades Rouges". C'est un homme lié à de hauts fonctionnaires de l'Etat, aux services secrets, aux grands financiers et aux grands bourgeois, et s'il a comploté, c'est à l'extrême-droite. Ce n'est tout de même pas pareil !

Ah, quand on a des relations !

André FRYS

GRANDE-BRETAGNE

La grève des heures supplémentaires des mineurs

Cent mille mineurs britanniques ont entamé, dimanche à minuit, une grève des heures supplémentaires contre le "code disciplinaire" que vise à instaurer la direction des Charbonnages.

Ce nouveau code stipule que les Charbonnages britanniques pourraient muter d'un puits à un autre n'importe quel militant syndical qu'ils auraient poursuivi devant les "tribunaux industriels" (l'équivalent des prud'hommes français), quand bien même ledit militant aurait été acquitté par les tribunaux en question. Ce code n'est donc qu'une vieille chimère patronale, permettant à la direction de se débarrasser de tous les militants combatifs, en les mutant sur des puits isolés, ou sur le point de fermer.

Et, suite à l'échec des négociations, le syndicat majoritaire des mineurs, le NUM (National Union of Mineworkers) a organisé un référendum au cours duquel 77,5 % des mineurs se sont prononcés pour une grève des heures supplémentaires contre le nouveau code. Certains d'entre eux envisagent d'ailleurs une action qu'ils disent "plus efficace", comme dans la région de Durham, en organisant la grève du travail le week-end.

De son côté, le gouvernement de Thatcher, par l'intermédiaire de Haslam, le patron des Charbonnages, a commencé à mener une campagne de dissuasion à l'égard des mineurs. Alors que la grève actuelle ne diminuera la production que de 1 %, Haslam a déjà menacé *"de renvoyer chez eux et sans salaire tous les mineurs, et de fermer de nouveaux puits"*.

Comme quoi, même si les travailleurs croient pouvoir faire grève à l'économie, la direction des Charbonnages, elle, s'apprête à riposter en utilisant les grands moyens. Mais il n'est pas dit qu'à leur tour, dans une éventuelle épreuve de force de ce genre, les mineurs n'emploient pas aussi les grands moyens.

Le gouvernement conservateur rêve de mineurs soumis et brisés par l'échec de la grève de 1984-85. Mais il prend ses désirs pour des réalités. Durant cette grève, les mineurs avaient combattu pendant un an les fermetures de puits prévues par les Charbonnages. Et s'ils n'avaient pas gagné, c'était à cause de leur isolement, pas par manque de combativité. Cette combativité, ils semblent l'avoir gardée, malgré les difficultés matérielles qu'ils ont encore (bien des mineurs sont toujours endettés, depuis la grève de 1984-85).

Les mineurs ne semblent pas disposés à laisser le patronat des Charbonnages agir à sa guise. On ne peut que souhaiter que la lutte qu'ils engagent tourne à leur avantage et qu'ils ne se laissent pas entraîner sur des formes de lutte prétendument plus économiques et plus faciles mais qui ne sont que des voies de garage et qui n'évitent d'ailleurs pas les sanctions qu'elles rendent possibles.

Michel BLONDELET

NICARAGUA

Les dirigeants sandinistes jouent la carte du plan de paix

Le président nicaraguayen Ortega annonce le prochain cessez-le-feu, en présence du cardinal Miguel Obando y Bravo. (AFP)

Six semaines après la conclusion à Esquipulas (Guatemala) d'un plan de paix pour l'Amérique centrale convenu entre les chefs d'Etat des cinq pays de la région (Costa Rica, El Salvador, Honduras, Guatemala et Nicaragua), c'est au Nicaragua que les choses semblent avoir le plus progressé. Il est vrai que c'est là que se trouve le problème majeur.

L'impérialisme américain n'a toujours pas accepté le régime issu de la victoire des Sandinistes sur Somoza en 1979. Sept ans se sont écoulés depuis, les USA ont tout tenté, sauf l'intervention militaire directe : l'isolement diplomatique, le blocus économique, le financement et l'armement des "Contras", en vain. Le régime sandiniste ne s'est pas effondré jusqu'ici. Malgré les énormes difficultés économiques entraînées par le blocus et la guerre , malgré l'instauration du service *"patriotique"* (c'est-à-dire de la conscription dans un petit pays de trois millions d'habitants qui n'avait connu jusque-là que l'armée de métier), malgré les sanglants coups de main de la "Contra" et le regroupement des paysans dans les zones sûres, malgré le poids de la dette extérieure, le régime a su se maintenir. La popularité des dirigeants sandinistes a certes beaucoup souffert de la montée des prix, du marché noir, du maintien des inégalités sociales criantes à la ville comme à la campagne, de l'interdition du droit de grève, mais en dépit des mécontentements accumulés, le régime tient.

Aujourd'hui dans le cadre de l'accord de paix signé en août 1987 et qui prévoit un cessez-le-feu en novembre, les dirigeants sandinistes peuvent s'offrir le luxe de lever l'interdiction de *La Prensa,* journal d'opposition (qui d'ailleurs avait pu paraître librement, malgré la guerre, jusqu'en juillet 1986) et celle de Radio-Catolica fermée en janvier 1986. La Commission nationale de conciliation prévue a bel et bien été nommée, avec à sa tête le cardinal Miguel Obando y Bravo, principal opposant au régime.

Tous ces gestes de bonne volonté vis-à-vis de l'opposition bourgeoise, catholique, pro-américaine s'accompagnent de séyères mesures de restrictions vis-à-vis de la population, aussi bien dans le domaine de l'alimentation que dans celui de l'énergie et des transports. Pour le petit peuple des villes et des campagnes qui avait salué la victoire des Sandinistes comme l'avènement d'une ère nouvelle, les sacrifices continuent et le dénuement revient. Et pourtant le régime ne s'effondre pas.

La Contra a déjà reçu, plusieurs fois, des centaines de millions de dollars officiels ou clandestins, mais elle ne triomphe pas. Malgré une aide financière, technique, logistique considérable, elle se maintient mais s'est avérée incapable de tenir ne serait-ce qu'une partie du territoire nicaraguayen. Elle est réduite à la mobilité, aux coups de main surprise, aux attentats terroristes, sans pouvoir se regrouper, sans pouvoir s'installer et asseoir sa prétendue légitimité sur une seule province. Ses chefs sont divisés, sa politique incertaine, ses résultats peu significatifs. C'est pourquoi, elle aussi aujourd'hui semble vouloir jouer le jeu du plan de paix d'Esquipulas tout en maintenant sa pression terroriste afin d'être en meilleure position dans une éventuelle négociation, elle fait le geste de libérer quelques dizaines de prisonniers sandinistes. Par ailleurs l'un de ses dirigeants demande le gel de l'aide américaine. Poudre aux yeux? Gestes purement diplomatiques? Peut-être.

Mais l'impérialisme US, qui pensait que le temps travaillait pour lui, — le temps et la Contra, le blocus et la montée des mécontentements — est bien obligé aujourd'hui de reconnaître qu'il n'a remporté aucun succès décisif. Certes, malgré l'Irangate, Reagan continue à jurer qu'il aidera les Contras et à solliciter des moyens pour le faire, mais cela apparaît à beaucoup comme une entreprise coûteuse et douteuse.

Il y a vingt-cinq ans, Kennedy avait dû renoncer à avoir raison de Castro. Reagan, aujourd'hui, n'est pas sûr de l'emporter sur Ortega. Dans les deux cas, c'est moins l'aide soviétique que le caractère populaire, déterminé, de la résistance populaire qui auront véritablement compté.

Si les dirigeants sandinistes jouent à fond la carte du plan de paix d'Esquipulas, c'est parce qu'ils y voient à terme la possibilité d'une reconnaissance de facto par les USA. Possibilité encore bien fragile, bien menacée mais qui correspond à ce qu'ils souhaitent.

Mais entre cette reconnaissance ouvrant sur une réalité de pauvreté et d'inégalité marquée par le sous-développement et l'exploitation, en dépit de toutes ses institutions populaires, et puis les espoirs de justice sociale et de liberté soulevés dans les masses populaires en 1979, il y a un gouffre. Et c'est bien là que se situent les limites d'une révolution nationaliste, même populaire, dans un monde qui exige depuis longtemps le souffle libérateur d'une révolution prolétarienne et internationaliste.

Colette BERNARD

ANGOLA

Un pays pauvre et ses créances

Le président de la "République Populaire d'Angola", Dos Santos, s'est lancé dans une tournée de visites aux différents chefs d'Etat des pays européens, afin de négocier son entrée au FMI (le Fonds Monétaire International) et à la Banque Mondiale, ainsi que le rééchelonnement de sa dette.

Depuis son accession à l'indépendance en 1975 (à la suite de la chute de la dictature portugaise dont il était alors l'une des colonies), l'Angola n'a pas cessé d'être en butte à une guerre civile dirigée par l'UNITA, soutenue par l'Afrique du Sud et armée par différents pays occidentaux. Cela fait 12 ans que ça dure, avec la paralysie des transports et la désorganisation de l'économie que cela suppose.

Par surcroît, entre temps, les cours des matières premières ont baissé alors que l'une des principales sources de devises de l'Etat angolais provient de ses exportations de café, de fer, de diamants et de pétrole.

Aujourd'hui, le pays est au bord de la famine. Il a dû s'endetter de 4 milliards de dollars, dont les 2/3 auprès du bloc soviétique.

Soit que l'URSS et les pays de l'Est n'aient guère de moyens de prêter plus, soit que l'Angola veuille aujourd'hui jouer sur la rivalité Est-Ouest pour tenter d'obtenir des prêts plus conséquents de la part du camp occidental, toujours est-il que l'Angola, comme bien d'autres pays pauvres avant lui, semble prêt aujourd'hui à changer ses alliances, en tout cas à jeter un pont vers le camp occidental.

On ne saurait d'ailleurs reprocher à un pays pauvre, acculé par le besoin, de jouer des rivalités internationales entre les deux grandes puissances, pour récupérer auprès de l'une d'elles de quoi souffler un peu. Si l'Angola pouvait y parvenir sans trop en pâtir, ce serait tant mieux pour lui.

Seulement, il semble bien que les Etats occidentaux, qui s'apprêtent à parrainer l'entrée de l'Angola au FMI, veuillent obtenir des contreparties politiques et militaires. D'après la presse, ce qui se négocierait, c'est le départ des 35000 Cubains qui encadrent l'armée angolaise, avec en retour la promesse à l'Angola de la fin de l'aide sud-africaine à la guérilla.

Laisser partir les Cubains, cela reviendrait à désarmer purement et simplement l'Angola (les troupes de l'armée angolaise sont constituées pour une bonne partie d'adolescents encadrés par les soldats cubains). Et si dans un tel accord, l'Angola peut sans doute se porter garant du retrait des Cubains (et le gouvernement cubain, au demeurant, ne se ferait peut-être pas trop prier pour rapatrier ses troupes), le moins qu'on puisse dire c'est que les gouvernements européens, qui demandent ce sacrifice à Dos Santos, sont bien loin, quant à eux, de pouvoir se porter garants de l'Afrique du Sud, qui a toujours fait ce qu'elle voulait...

(AFP)

Incursion sud-africaine en Angola (en 1981). Quelle garantie l'Angola aura-t-elle que la pression sud-africaine va cesser? (AFP)

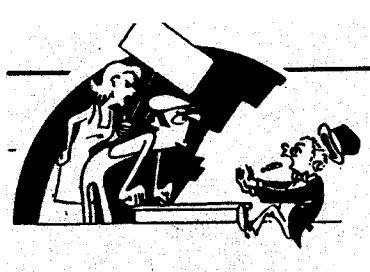
Dans ces conditions l'entrée de l'Angola au FMI lui vaudrait sans doute l'entrée dans le cercle infernal de l'endettement des pauvres, sans pour autant que cela lui apporte forcément la paix...

L'Angola a beau avoir acquis son indépendance depuis 12 ans, il reste un pays pauvre, très pauvre, qui, comme bien d'autres avant lui, en est réduit à devoir dépendre financièrement et militairement de telle ou telle puissance protectrice, sans pouvoir exercer un véritable choix. Car si l'indépendance est un droit pour les peuples, elle n'est pas une solution. D'autres chaînes emprisonnent — bien vite — les peuples qui n'ont conquis que cette indépendance politique. La force des pauvres d'Angola, ne pourrait être que celle de tous les pauvres d'Afrique.

Quand les pays riches octroient une aide aux pauvres, elle est toujours intéressée. En la circonstance, la contrepartie de cette aide semble être le désarmement de l'Etat "indépendant" angolais, ce qui revient à lui mettre la corde au cou.

Seule l'union des pauvres d'Afrique au mépris de ces frontières absurdes héritées de l'ordre colonial, dans un même mouvement d'émancipation sociale, serait à même d'armer véritablement, moralement et physiquement les peuples d'Afrique contre leurs exploiteurs et leurs oppresseurs, tout en les mettant en situation de négocier dans un rapport de forces autrement favorable avec les capitalistes d'Occident.

P.R.



Ne pas confondre routine syndicale avec riposte ouvrière

Les appels syndicaux aux journées d'action à venir se font plus pressants à l'approche des échéances. Même Marchelli, le dirigeant de la CGC, le syndicat des cadres, annonce : *"Nous participerons à la journée d'action du 15 octobre prochain, si les fonctionnaires n'obtiennent pas satisfaction"*. Bergeron pour FO insiste sur le problème des salaires et chiffre la perte pour les fonctionnaires à 8,5% depuis le 1er janvier 1982. Il ne veut pas défiler le 15 octobre alors que FO appelle à cette journée d'action, mais ce n'est que pour mieux préparer son propre défilé prévu pour le 3 octobre. Quant à la CFDT qui appelle aussi les fonctionnaires le 15 octobre, elle envisage de déposer un préavis de grève pour le même jour à la SNCF.

La CGT qui jusque-là ne fait pas partie du lot des syndicats qui appellent les fonctionnaires à la journée du 15 octobre, prépare sa propre journée interprofessionnelle, celle du 1er octobre. C'est encore la CGT qui vient de faire une seconde journée d'action aux PTT, le 22 septembre, une semaine après celle du 15 septembre, et qui appelle les métallurgistes à une *"journée nationale d'action"* pour le 21 octobre.

Ici ou là, les instances dirigeantes réunissent les militants et essayent de mettre en branle l'organisation de ces journées. Mais on ne peut pas dire qu'ils rencontrent un écho enthousiaste. A la fois parce que nombre de travailleurs ne croient pas à quelque forme de lutte que ce soit dans la période présente, mais aussi en particulier parce que ce type de journées d'action, où percent plus les préoccupations des appareils et leurs intérêts de boutique, que la volonté de démarrer une véritable contre-offensive ouvrière, ne peut ouvrir de perspectives crédibles ni aux yeux des militants, ni à ceux des travailleurs.

A ceux qui sont critiques, les dirigeants syndicaux répondront une fois de plus que vu l'absence de combativité ouvrière on ne peut pas faire plus ni mieux, et que si on ne va pas plus loin ensuite, ce ne pourra être que de la faute des travailleurs. S'il est évident que les travailleurs aujourd'hui n'en sont pas à vouloir faire plus que ce que leur proposent les syndicats, les directions de ceux-ci ne veulent surtout pas préparer les travailleurs à vouloir passer à un moment ou l'autre par-dessus leur tête et leur petite routine habituelle. Il n'y a rien là de surprenant pour ceux qui, comme les militants de notre tendance, ne demandent pas aux syndicats d'être ce qu'ils ne veulent pas être, mais comptent plus sur l'organisation des luttes en dehors de leur tutelle. Ceux-là font en sorte de préparer le terrain en aidant les travailleurs syndiqués ou non syndiqués à s'organiser pour leurs revendications propres, et actuellement principalement pour la défense de leurs salaires.

Car les entreprises ont vu croître leurs profits, et les patrons qui craignent des mouvements qui se généraliseraient, préfèreraient céder un peu plutôt que de voir longtemps bloquée la source de leurs énormes bénéfices. Les faire reculer ne manquerait pas de redonner le moral à la classe ouvrière. Alors il faut dans chaque entreprise, que la minorité des travailleurs qui est consciente de cela s'exprime auprès des autres, et fasse ce qui est nécessaire pour tisser des liens directs avec ceux qui en sont au même point qu'eux dans les autres usines.

Cela n'empêche pas éventuellement de participer, même aux journées d'action des syndicats, ne serait-ce que pour ne pas risquer d'être confondu avec ceux qui ne veulent rien faire. Mais point n'est besoin pour autant de cautionner des motivations des appareils syndicaux, ni de renoncer à militer pour ce qui est essentiel, une véritable riposte d'ensemble de la classe ouvrière.

Louis GUILBERT

Thomson veut licencier 2500 travailleurs à sacrifier sur l'autel du profit ... s'ils se laissent faire

La Thomson-CSF veut licencier 2 500 travailleurs sur les 30 000 qui sont répartis dans les différentes usines de la compagnie. Pourtant le trust Thomson (80 000 salariés en tout), n'a rien d'une entreprise fragile menacée par la crise. Il étale des milliards de profits, mais il veut pouvoir encore les accroître. C'est pourquoi il licencie. La solution du PDG Gomez, c'est de condamner au chômage les uns, pour pouvoir augmenter la charge du travail des autres. Mais les travailleurs ont une autre solution à faire valoir : réduire l'horaire et partager le travail entre tous sans toucher à la paye. Il suffirait d'ailleurs d'une fraction des bénéfices actuels pour financer cette solution.

Le 18 septembre les syndicats avaient, chacun de leur côté, appelé soit à manifester en aboutissant au Siège (CFDT), soit à se rassembler directement devant le Siège (CGT). Des travailleurs de différentes usines avaient répondu à l'appel de l'un ou de l'autre des syndicats, embarrassés parfois pour choisir. Ils étaient plusieurs centaines à être venus de Saint-Brieuc, et ils étaient de plusieurs dizaines à plusieurs centaines de chacune des usines de la région parisienne : de Malakoff, d'Issy-les-Moulineaux, de Bagneux, de Cergy, de Saint-Denis, de Gennevilliers, de Sartrouville, de Velizy, etc.

Le 22 septembre, les Comités d'établissement étaient convoqués par les directions locales, et celles-ci s'apprêtaient à mettre en application le plan. A l'approche des échéances, des réactions locales, venant parfois des syndicats, mais aussi parfois directement de la base, se sont fait entendre.

Si les travailleurs du trust Thomson savent s'unir entre eux, si la base sait ne pas se contenter des initiatives syndicales, alors oui il est encore possible de faire reculer Gomez et compagnie, car à 80 000 les travailleurs du trust Thomson sont une force qui peut se faire craindre et imposer qu'il n'y ait pas de licenciements.

• Thomson-Gennevilliers

A Thomson-DTC Gennevilliers, le plan de licenciements concerne 215 personnes, sur un effectif de 1359 personnes.

Mais comme tous les secteurs ne sont pas touchés, comme par exemple les Labos, il y a des secteurs comme les "Essais", où pratiquement une personne sur deux est concernée.

C'est le second plan de suppressions d'emplois dans l'année et vendredi 18 septembre environ 200 personnes sont venues manifester leur colère à la manifestation, sur le boulevard Haussman.

Et dans le même temps, Thomson réaménage sur le site de Gennevilliers une nouvelle usine qui va coûter la bagatelle de 150 millions de francs avec, à l'entrée principale, un parc paysager construit autour d'un lac artificiel !

• Thomson-Simulateurs-Cergy

A la division Simulateurs Thomson, à Cergy, où 120 licenciements (inclus dans les 2500 de Thomson) étaient annoncés depuis juillet, nous avons manifesté. Plus de 300 personnes (sur 500 présents) ont assisté à une réunion d'information : un délégué a dénoncé les licenciements scandaleux dans un groupe prospère qui se vante de faire des milliards de bénéfices, et a appelé à se battre pour obliger Gomez à appliquer une autre politique, c'est-à-dire le partage du travail entre les divisions, avec réduction du temps de travail, et pour cela prendre sur les bénéfices pour payer la différence. Le délégué a lancé un appel à manifester devant les directeurs présents au CE et 200 personnes ont suivi.

Les portes de la salle ont été ouvertes et les deux directeurs ont dû s'expliquer pendant une heure devant les travailleurs en colère : ils avaient beaucoup de mal à défendre leur plan de licenciements ; les interventions ont fusé pendant une heure et les directeurs se sont fait huer après avoir annoncé le chiffre final de 106 licenciés dont 39 FNE (plus de 55 ans).

• Thomson-Bagneux

A Thomson Bagneux, sur un effectif de 1900 personnes, 117 licenciements sont prévus. Nous étions 80 à la manifestation devant le Siège, le 18 septembre.

Le jour de la réunion du CE, le 22 septembre, il n'y avait pas d'action syndicale de prévue, mais à l'initiative d'une centaine de dessinateurs de bureaux d'études, 160 travailleurs se sont retrouvés à débrayer et à discuter. Lors de la même journée les chefs de service ont commencé à convoquer individuellement les futurs licenciés. Leurs camarades de travail, par petits groupes, ont décidé de les accompagner et ont pris à partie les chefs de service. Le lendemain mercredi 23 septembre, les travailleurs de l'atelier Mécanique (60 personnes) décident d'appeler en leur nom par un tract qu'ils diffusent eux-mêmes le midi à l'ensemble des travailleurs.

C'est ainsi qu'une assemblée réunit 400 travailleurs (nombre inhabituel). Cette assemblée décide par un vote un nouveau rendez-vous pour le lendemain matin ainsi que d'aller à la direction. Celle-ci ne veut recevoir que les délégués. Des cris fusent : *"Nous sommes tous des délégués"*. La direction campe sur ses positions. Mais les travailleurs présents, écœurés entre autres par la situation dans laquelle vont se retrouver certains licenciés, ne veulent pas baisser les bras.

• Thomson-St Denis

A Thomson Saint-Denis, où il y a 131 licenciements sur un effectif de 500 personnes, c'est environ 150 travailleurs qui étaient venus à la manifestation devant le Siège le 18 septembre. Depuis un certain temps, dans l'attente des licenciements, sans que les travailleurs soient formellement en grève, le travail ne se fait plus guère, et il faut avouer que les conditions ne sont pas réunies pour avoir le moral à l'ouvrage.

Par contre, nous sommes une bonne centaine de travailleurs à saisir les occasions de manifester à la direction notre refus des licenciements. Le 22 septembre, jour de réunion du Comité d'entreprise, il y avait eu un débrayage d'une heure et demie et nous avions occupé la salle du CE. Le lendemain 23 septembre, au cours d'un débrayage décidé "sur le tas", à une centaine nous avons coincé les chefs de service en réunion : cela a duré de 9 h 30 à 11 h du matin. Les noms des licenciés n'avaient pas encore été donnés, mais cela devrait être imminent.

RENAULT (Billancourt)

Les mauvais coups de la direction

Rappelons d'abord que, pour l'année 1987, la Régie a prévu 1800 suppressions d'emplois au Centre Industriel de Billancourt, dont 1300 avant les vacances et 500 pour la fin de l'année. Pour arriver à ses fins, la direction compte sur les départs volontaires (très rares), la mobilité inter-entreprises et évidemment les licenciements (déjà plusieurs centaines avant les vacances).

• Ni une, ni Dreux

Les mutations vers d'autres usines du groupe sont donc une des facettes du plan de la direction pour supprimer des emplois à Billancourt. Les propositions les plus courantes étaient Choisy, Sandouville, voire Maubeuge, mais en ce moment c'est surtout Dreux.

Dès avant les vacances, les travailleurs habitant le bas des Yvelines — Trappes, Elancourt, Maurepas, etc. — avaient reçu une lettre à domicile leur proposant des postes d'OS sur presses à Dreux. Dans cette lettre, la direction disait que *"Billancourt devait tout faire pour répondre à la demande de personnel de l'usine de Dreux"*; elle allait même jusqu'à envisager la création d'une ligne de cars pour y aller.

Dernièrement, la direction a organisé une réunion avec plusieurs dizaines de travailleurs habitant dans le sud des Yvelines. Au programme : une cassette vidéo présentant l'usine de Dreux avec ses fabrications (entre autres, les boucliers avant et arrière des R 25, R 18, Super 5, Express) et après, un petit discours de responsables de Dreux venus faire de la publicité pour trouver des volontaires. Et quelle publicité !

En effet, pour aller travailler à Dreux, il faut :
— embaucher à 5 heures le matin à l'usine,
— accepter des déclassements,
— avoir une santé solide à cause de la nocivité du plastique et des matériaux composites.

Pour couronner le tout, un des responsables a annoncé qu'il s'engageait à nous donner du travail pour deux ans (histoire de répondre à la demande), mais qu'après il ne garantissait nullement qu'on ne se retrouverait pas en sureffectif. Autant dire qu'ils n'ont pas trouvé beaucoup de clients...

On peut d'ailleurs se demander si, avec de telles conditions, la direction cherche vraiment des volontaires. A moins qu'il s'agisse pour elle tout simplement de justifier un licenciement futur pour "refus de possibilité de mutation".

Correspondant LO

• C'est nouveau, ça vient de sortir

Profitant de l'ambiance créée par les licenciements, la direction continue ses attaques contre les salaires. Dernièrement, elle a proposé à des travailleurs (à qui elle a fait comprendre que ce serait bien qu'ils trouvent rapidement une place ailleurs) des postes dans des usines de province avec des déclassements à la clé.

Ainsi, des régleurs (coefficient 220 avec un salaire de base de 7365 F pour 39 heures) se sont vu proposer des postes d'OS sur chaîne à coefficient 185 (5974 F de salaire de base pour 39 heures). Soit environ 1400 F en moins sur le salaire de base.

Un ATP à coefficient 240 (autour de 8000 F de salaire de base pour 39 heures) s'est vu proposer un poste de P2 à coefficient 195 (autour de 6400 F de base). Soit plus de 1500 F en moins.

Jusqu'ici, lorsqu'un travailleur était déclassé, il touchait chaque mois une prime de "garantie de salaire" avec comme montant la différence entre l'ancien et le nouveau salaire de base. Cette prime n'était pas revalorisée lors des augmentations générales de salaires, mais comme depuis 5 ans celles-ci sont pratiquement inexistantes, le travailleur déclassé ne perdait pas trop d'argent. Mais maintenant la direction propose de racheter les points de différence entre coefficients en une seule fois pour une somme de 60 000 F à 80 000 F.

Pas besoin de sortir de Polytechnique pour s'apercevoir après un rapide calcul qu'au bout de trois à quatre ans au plus, le salarié qui accepte est carrément perdant (sans compter les primes hiérarchisées).

Quand il s'agit de baisser le niveau des salaires, la direction n'est jamais à court d'idées...

Correspondant LO

• Meilleure qualité : porte ouverte aux licenciements

Depuis le retour des vacances, dans l'île Seguin où est fabriquée l'Express, une nouvelle fois, la direction cherche à créer ici et là de nouveaux sureffectifs pour la charrette de fin d'année.

Il y a une dizaine de jours, par exemple, elle a annoncé à plusieurs "verrouilleurs" que leurs postes étaient supprimés et qu'ils étaient dorénavant en "mobilité", autant dire avec toutes les chances de se retrouver dehors. ("Verrouilleurs" est le nouveau nom des contrôleurs en chaîne mécanique et sellerie depuis un an, date de la réorganisation du service Contrôle). La chaîne est divisée en plusieurs tronçons avec sur chacun un verrouilleur qui contrôle un certain nombre d'opérations faites sur les voitures et un retoucheur qui effectue les retouches que le verrouilleur lui indique.

Depuis pas mal de temps, la direction a mené une campagne de "qualité" qui a pris et prend toujours d'ailleurs des allures de bourrage de crâne avec des affiches, des tableaux et des courbes de qualité, des réunions, etc. Et donc, maintenant, la direction considère que la qualité des voitures est nettement en hausse et que le verrouilleur n'est plus nécessaire sur la chaîne, le retoucheur pouvant se débrouiller tout seul.

Avant les vacances, la direction a d'ailleurs invoqué le même prétexte — à savoir l'amélioration de la qualité des voitures sorties de chaîne —, pour licencier dans le grand atelier de retouche du Bas-Meudon de nombreux travailleurs, leur annonçant qu'elle n'avait plus de travail pour eux.

Ainsi, aujourd'hui, les voitures qui sortent de chaîne sont effectivement mieux finies qu'il y a dix ans. Mais ce qui pourrait être un mieux pour tout le monde se traduit, dans cette société, par des licenciements supplémentaires.

Correspondant LO

RENAULT (Flins)

Débrayage au Ferrage

Vendredi 18 septembre, à Renault-Flins, une soixantaine de travailleurs du secteur Ferrage ont débrayé dès la prise de l'équipe de l'après-midi. Durant 45 minutes, les chaînes de Super Cinq ont été arrêtées. C'est l'attitude, la veille, d'un contremaître à l'égard d'un travailleur du secteur qui a provoqué le débrayage. Mais, dans l'atelier, le mécontentement existe depuis le mois de juillet, depuis que la production ne sort plus que sur deux chaînes au lieu de trois jusque-là.

A cette occasion, une cinquantaine de postes ont été supprimés sur les deux équipes. Et depuis le retour des congés, la situation ne s'est pas améliorée. L'atelier n'est presque plus balayé et surtout, il n'y a plus personne pour, en dehors du temps de pause, assurer le moindre remplacement en cas de besoin.

Tout cela ne facilite pas les relations entre la maîtrise et les ouvriers de production bien sûr.

Depuis la rentrée, plusieurs accrochages ont eu lieu avec le contremaître mis en cause au cours du débrayage. Sa façon d'être sur le dos des travailleurs d'intervenir dès que la chaîne s'arrête, ne plaît pas. Le fait qu'il se retrouve depuis peu responsable de deux chaînes au lieu d'une en raison de compressions d'effectifs, dans la maîtrise elle même, ne le rend pas pour autant plus futé. Le jeudi il s'en était pris, par des réflexions blessantes, à un travailleur réputé pour être toujours tranquille et ne jamais rien réclamer. Une première fois, parce qu'au bout de trois ou quatre heures sans remplacement, ce travailleur avait arrêté la chaîne pour pouvoir s'absenter, un instant, la seconde pour un incident dans le travail, et c'est ce qui a fait monter la colère.

Après trois quarts d'heure, conscients d'avoir marqué le coup, surtout en cette période où la Régie a besoin de sortir ses Super Cinq, les travailleurs ont repris le travail.

Le contremaître lui, se fait, depuis, plus prudent et plus discret. C'est tout ce que les travailleurs lui demandent.

Correspondant LO

ALSTHOM (Le Bourget)

Ça bouge au SAV

Depuis le mercredi 16 septembre, les travailleurs d'un secteur de l'usine, le SAV (Service après-vente), une trentaine d'ouvriers, se réunissent tous les jours sur le temps de travail au milieu de l'atelier pour discuter des moyens de faire aboutir leurs revendications.

A l'origine de ce mécontentement, l'attitude d'un chef zélé qui, avec l'appui de la direction, veut nous réduire les temps d'exécution du travail et instaurer le chronométrage dans l'atelier. Cela dans un contexte où la direction générale vient d'annoncer 243 suppressions d'emplois (109 FNE et 134 licenciements) à l'usine.

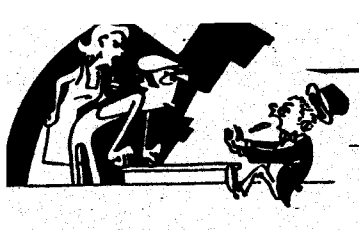
Nous avons établi un cahier de revendications :

— que la maîtrise arrête de diminuer systématiquement les temps d'exécution,
— pas de chronométrage,
— l'amélioration des conditions de travail,
— pas de pressions pour les heures supplémentaires et le travail du samedi,
— revalorisation de l'ensemble des salaires,
— paiement des heures d'attente des réponses de la direction.

Puis, nous nous sommes rendus chez le directeur. Celui-ci, pour seule réponse à nos revendications, nous a entonné son éternel refrain sur la compétitivité. Nous lui avons répondu que, pour nous, la compétitivité se traduit par le blocage des salaires, les licenciements et l'aggravation de nos conditions de travail.

Depuis, nous continuons à nous rassembler pour discuter de la suite à donner à notre mouvement. Dans le poste, certains sont CGT, d'autres CFDT, d'autres non syndiqués. Tous n'ont pas le même point de vue. Il en est un certain nombre qui se posent la question de ne pas rester isolés car nos problèmes sont aussi ceux de tous les travailleurs de l'usine. Des idées ont été émises : aller discuter tous ensemble dans les autres secteurs de l'usine, distribuer un tract tous ensemble aux portes de l'entreprise, etc. Nous en sommes là aujourd'hui.

Correspondant LO



SNECMA (Gennevilliers)

La direction menaçait un délégué de licenciement, les travailleurs l'ont fait reculer

La direction de la Snecma-Gennevilliers n'a toujours pas digéré le mouvement sur les salaires qui a mobilisé une partie de l'usine en mars-avril dernier.

Le mercredi 9 septembre, elle tentait une opération qui visait ni plus ni moins à licencier un des principaux porte-parole de ce mouvement sous un prétexte absolument fabriqué. Notre camarade, militant connu de l'atelier des Aubes, délégué sans étiquette depuis son exclusion de la CGT avec trois autres délégués du personnel, était en effet accusé par la hiérarchie d'avoir distribué des tracts politiques dans l'enceinte de l'usine, en l'occurence un tract de Lutte Ouvrière.

L'accusation était gratuite, sans fondement, sans l'appui de la moindre preuve. Mais la hiérarchie s'en moquait. Elle faisait savoir à notre camarade qu'une procédure de licenciement était engagée à son encontre et qu'il était convoqué le vendredi 11 septembre pour un entretien préalable avec le chef du personnel.

Accompagné de délégués CGT, CFDT et d'un délégué sans étiquette, notre camarade niait avec force les accusations portées contre lui. Surtout il rappelait les propos que le même chef du personnel avait tenu à l'issue d'une assemblée générale au plus fort du mouvement sur les 1 200 F : *"Je pars en retraite à la fin de l'année, mais vous partirez avant moi"* avait-il menacé devant des dizaines de témoins. A la suite de cette entrevue, de nombreux travailleurs s'inquiétèrent auprès de notre camarade. Des groupes de discussion se formaient spontanément autour de lui. Beaucoup véhiculaient l'information dans l'usine montrant qu'ils restaient attentifs et vigilants.

La direction, devant ce début de mobilisation qui se développait autour de notre camarade, préférait reporter à la semaine d'après sa décision et procéder, disait-elle, à une enquête.

En fait d'enquête, toute l'accusation reposait sur le témoignage d'un chef d'équipe qui affirmait avoir vu notre camarade distribuer un tract et ce à 13 h 10 précises ! Or plusieurs travailleurs du secteur pouvaient témoigner qu'à cette heure précise notre camarade discutait d'un problème syndical concernant "le travail sur deux machines" que la direction veut introduire dans un des ateliers des Aubes.

Il faut croire que la direction elle-même trouvait le témoignage de son chef d'équipe un peu mince puisque le mercredi 16 septembre elle ramenait la sanction à une journée de mise à pied.

Ce qui est tout aussi inacceptable car pour beaucoup de travailleurs il était clair qu'en visant un délégué combatif, c'était tous les travailleurs que la direction tentait d'intimider.

Le même mercredi, lors d'une assemblée CGT du soir qui réunissait environ 100 travailleurs dans le cadre de l'heure syndicale, notre camarade put prendre la parole et faire voter 1/4 d'heure de débrayage afin de protester contre la sanction devant la direction. Une forte majorité approuva par un vote à main levée et sur le champ 70 travailleurs se dirigèrent vers la direction où une délégation fut reçue.

Le lendemain, jeudi 17 septembre, le jour de la mise à pied, la CFDT organisait un débrayage d'une demi-heure pour que tous les travailleurs du matin et de la normale puissent à leur tour affirmer leur solidarité. La CGT se ralliait timidement à ce débrayage, se contentant de coller quelques affichettes.

Plus de 180 travailleurs débrayaient et une nouvelle délégation fut reçue par la direction. Cette dernière n'est pas revenue sur sa décision mais l'affaire n'est pas classée pour autant et notre camarade a bien l'intention de demander réparation devant les Prud'hommes.

En tout cas les nombreux travailleurs qui ont manifesté leur solidarité ont bien conscience d'avoir fait reculer la direction. Ils sont contents d'avoir empêché un licenciement et ont tenu à montrer leur détermination y compris après le recul de la direction.

Correspondant LO

Aux LEP de Grand-Couronne (Seine-Maritime)

Une rentrée 100 problèmes

En octobre-novembre 1982, les jeunes des LEP Fayol et Reine-Mathilde, près de Rouen, avaient fait grève pour obtenir la reconstruction d'un nouvel établissement, les leurs tombant en ruine. Ils ont obtenu gain de cause, mais bien que les crédits aient été alloués dès 1983, le nouveau LEP ne devait pas être livré avant 1987. Encore quatre ans à moisir dans de vieux locaux !

Les travaux enfin ont commencé au printemps 1986 et, évidemment, à la rentrée du lundi 7 septembre dernier... le LEP était toujours en chantier "interdit au public". Livraison prévue, si tout va bien, des premières tranches, le 1er octobre.

Ben voyons ! Pourquoi les entreprises privées s'énerveraient-elles ? Elles empochent l'argent, quoi qu'il arrive, puisque ce sont les fonds publics qui financent. Et puis après tout, ce n'est jamais qu'un LEP pour enfants d'ouvriers. Alors, pourquoi s'en faire... ?

Le recteur non plus ne s'en fait pas. Il ne s'est jamais occupé de la reconstruction (il a même déclaré à un moment n'être pas au courant !) mais, pas gêné, il a exigé que la rentrée, qui n'avait pu avoir lieu le 7, se fasse le 14 septembre... dans les vieux locaux ! Et qu'on se débrouille ! Il n'y a plus de machines, plus de matériel pédagogique pour travailler. Tous les élèves ne pourront pas rentrer (les vieux locaux sont trop petits) et il n'y a pas d'internat (les internes seront hébergés à 10 ou 20 km). Et dans ces vieux locaux, la sécurité n'est pas assurée. Mais, pas de problème, les établissements ont bien accueilli les élèves pendant des années, ça peut encore durer...

Et, sûr de lui, le recteur a fait nommer tout spécialement un professeur chargé d'organiser "la solidarité" entre tous, pour assurer les cours, la rentrée du 14 septembre, et celle du 1er octobre dans le nouvel établissement.

Eh bien, le recteur a réussi : la solidarité existe... mais contre lui ! A l'heure actuelle, les enseignants, les parents et les élèves se sont mis d'accord pour refuser de telles conditions de rentrée !

SCHLUMBERGER-INDUSTRIES (Montrouge)

La direction tombe sur un os

Les sept techniciens du service après-vente du département "Protections et contrôle de réseaux" de Schlumberger-Industries Montrouge sont en grève depuis le 31 août.

Il s'agit de techniciens qui font des réparations mais avant tout des mises en service de systèmes de protection sur les réseaux électriques haute-tension en France et surtout à l'étranger.

Pour les autres pays, ils bénéficiaient d'une prime d'expatriation, mais rien pour les déplacements en France et, donc, une bonne partie de leur "sur-salaire" par rapport à un travailleur de même qualification travaillant à Montrouge provenait, en fait, des heures supplémentaires et des heures de voyage qu'ils effectuaient.

Or, la direction a décidé qu'à compter du 1er octobre ces heures ne seraient plus payées, décrétant tout bonnement que leur salaire était un forfait. Le décompte des heures supplémentaires, des heures de voyage n'étant plus fait, les repos compensateurs prévus jusqu'à présent pouvaient, également, être réduits à leur plus simple expression.

Par contre, prenait bien soin de préciser la direction, il est bien question qu'ils fassent des heures supplémentaires puisque... c'est leur fonction qui veut cela. Pour compenser, la direction accordait royalement une prime de 10% de leur salaire.

Ces travailleurs n'ont pas tardé à faire leurs comptes. Ce nouveau statut, que la direction voulait leur faire signer, se traduisait par une perte sèche de leurs revenus de 30%. Ils ont arrêté le travail pour exiger le maintien du système actuel.

Ne faisant pas de complexes sur leur petit nombre et leur situation de "privilégiés", comme les présente volontiers la direction, ils ont entrepris de s'adresser aux autres travailleurs, non seulement par tracts et affiches, mais aussi en participant à des réunions dans plusieurs ateliers et bureaux.

Ils ont pu, ainsi, mesurer le courant de sympathie dont bénéficiait leur mouvement. Mais, si les autres travailleurs suivent avec intérêt ce qu'ils font, ils ne se voient pas encore partants aujourd'hui pour entrer en grève aussi, non pas sur les problèmes propres des techniciens du SAV, mais sur le problème général des salaires qui concerne tous les travailleurs, ceux du SAV comme les autres. Mais cela en discute et c'est déjà une bonne chose.

Au bout de quinze jours, la direction revenait sur sa position : les heures continuaient à être payées, les repos compensateurs seraient attribués. Mais elle introduisait tout de même en partie la notion de forfait pour les travaux à l'étranger, payant 44 heures 48 heures de travail effectif. Et surtout, reprenant d'une main ce qu'elle venait de céder de l'autre, elle baissait sa prime d'expatriation, et excluait les travaux dans tous les pays de la CEE comme donnant droit à cette prime.

Elle avait bien dû tout de même remballer son projet : faire faire des heures sans les payer. Elle, si sûre d'elle, si arrogante au début, avait dû reculer. Mais, ne se satisfaisant pas de ce recul sur la forme, les techniciens du SAV décidaient de poursuivre leur grève.

"Nous n'avons pas fait grève quinze jours pour que la direction continue simplement à respecter le code du travail" *résumait l'un d'entre eux, ajoutant* "et avec ce nouveau système, un gars qui part pour plusieurs semaines de suite en déplacement en Europe n'aura strictement rien de plus que s'il était resté à Montrouge. Dans un pays plus lointain, il n'aura en plus que 70, 140 F par jour, au mieux, pour certains pays, mais là il lui faudra faire 48 heures et on ne lui en paiera que 44."

La grève commence maintenant à se faire sérieusement sentir pour la direction, de grosses affaires étant bloquées.

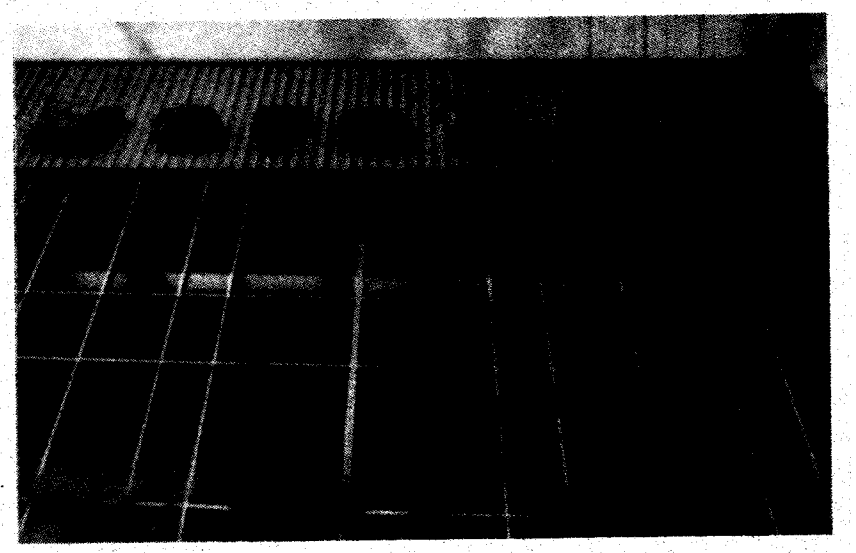
Aussi devant l'insuccès de ses méthodes d'intimidation (elle relançait les techniciens chez eux), elle multiplie les pressions sur un certain nombre d'ingénieurs commerciaux pour parer aux affaires les plus pressées. Pour mieux susciter le volontariat, elle leur a fait des offres "d'évolution de carrière" *et donnerait une prime de 500 F par jour.*

Elle aurait trouvé, quoiqu'ils ne soient pas encore partis, deux volontaires. Mais il en faudrait plus pour entamer le moral des grévistes qui souhaitent bien du plaisir à ces deux-là. Ce n'est pas une fois, pour se "faire mousser" aux yeux de la direction qu'ils vont devoir y aller, car, quels que soient les résultats de leur grève, les techniciens du SAV sont décidés à n'accepter que les déplacements qui seront payés correctement.

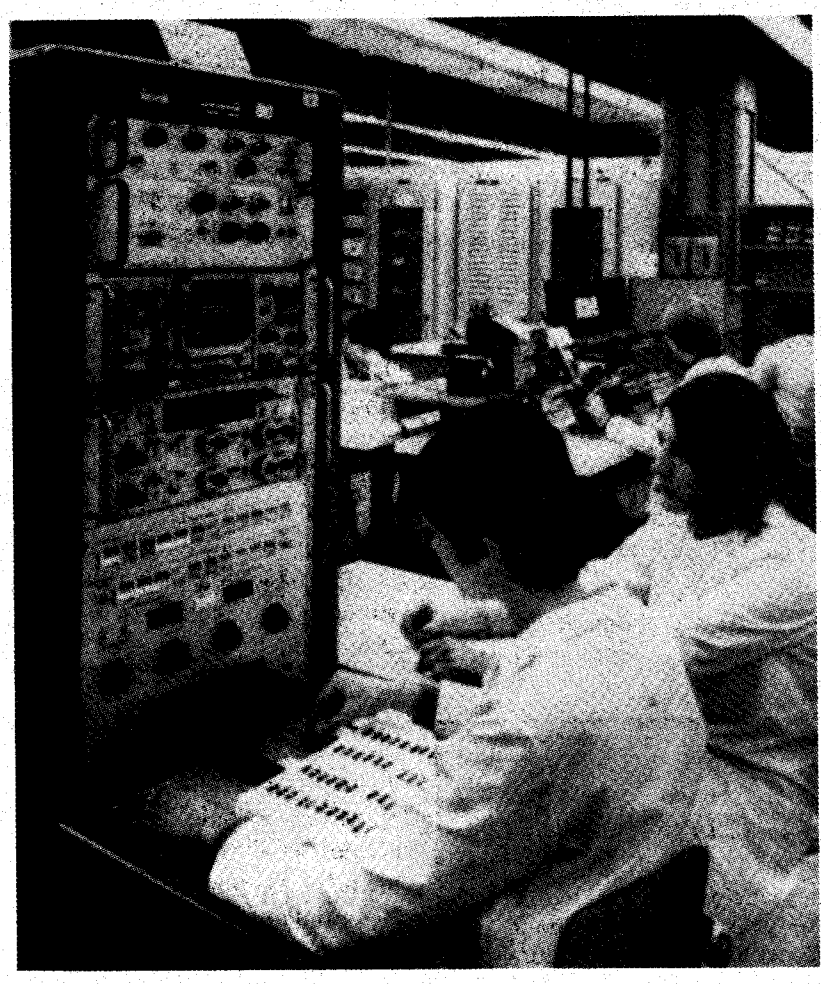
Correspondant LO

MOTOROLA (Toulouse)

Réduction d'effectifs



Chez Motorola, outre un important volant de sous-contrats et intérimaires qui fait régulièrement les frais des variations d'effectifs, c'est aujourd'hui le personnel embauché, qui s'était habitué à une relative sécurité de l'emploi, qui fait les frais des licenciements.



Motorola (semi-conducteurs) emploie 2000 personnes. Et déjà, en décembre 1985, ce sont 70 travailleurs "indirects" (entendez hors-production), qui se sont vu amener à signer une lettre de démission contre l'octroi d'une prime de licenciement. Car à Motorola, il est interdit de parler de licenciement. C'est un mot tabou. Alors on incite les gens à partir : quelques pressions bien senties et un peu de monnaie et le tour est joué, c'est-à-dire que Motorola n'a pas licencié.

Mais, en juin 1987, grande nouveauté. C'est la direction elle-même qui utilise le mot : il doit y avoir 128 licenciements. L'effet psychologique fut grand et nous étions à la veille des congés.

Depuis, la direction a essayé de régler le "problème" de deux manières. Côté carotte, toujours une prime de départ volontaire s'élevant de rien pour les jeunes embauchés jusqu'à 21 mois de salaire pour les personnes ayant 20 ans d'ancienneté.

Côté bâton : toutes sortes de pressions ont été utilisées pour faire accepter la chose aux récalcitrants : passage de secteurs entiers, de l'horaire normal, en équipes 2x8, ou tout simplement le chantage : "Ou vous partez maintenant avec la prime ou nous vous licencions dans les mois qui viennent".

Le plan de suppression d'emploi s'est clôturé le 11 septembre 1987. Il n'y a finalement pas eu de licenciement "sec" car le nombre de départs incités a été supérieur aux exigences patronales. C'est dire si les pressions ont été nombreuses et "convaincantes". **L'autre conséquence, c'est par exemple que 17 travailleurs ont été mutés avec baisse de coefficient (certains de 315 à 225), avec baisse de salaire pour 3 d'entre eux. Là, le chantage a été plus raffiné, les concernés ayant trois possibilités : le licenciement, le départ "volontaire" ou le déclassement.**

Pour l'instant, pas grand-chose n'est venu troubler les calculs patronaux, car l'inquiétude de grossir le nombre des chômeurs est partagée par la plupart des ouvrières et des ouvriers. On peut donc s'attendre à ce que ces mesures soient suivies par d'autres du même genre. Le trust Motorola va continuer à faire des bénéfices et à les accroître en économisant sur la main-d'œuvre.

Correspondant LO

FRANÇAISE DE MÉCANIQUE (Douvrin-Pas-de-Calais)

La direction nous roule

La Française de Mécanique de Douvrin (Pas-de-Calais) produit les moteurs des plus récentes voitures (Citroën AX, nouvelle 205, 405...) pour Renault, Peugeot et Volvo. Liée par sa production et ses intérêts financiers aux grands groupes de l'automobile, la FM n'a pas dû être en reste pour contribuer à la remontée en flèche des profits de Peugeot de même qu'aux solides résultats financiers de Renault. Son problème est de répondre à la demande de ces grands groupes. Pour cela, elle a modernisé quelques ateliers afin de pouvoir rapidement modifier la fabrication en fonction de l'évolution des types de moteurs (Diesel, Turbo...).

Mais comme la quantité de moteurs peut évoluer d'un mois à l'autre, il a fallu aussi rendre flexible le personnel et la direction se sert d'un personnel temporaire pour faire face au flux et au reflux des commandes.

Certains mois de l'année, la production a atteint 5 000 moteurs par jour, ce qui s'est traduit par la quasi-saturation de certains ateliers. Les machines et "transferts" ont marché à plein rendement mais, bien sûr, les cadences de travail ont elles aussi augmenté. Pour faire face à cette augmentation rapide de la production (10%), tout en augmentant la productivité, la direction a introduit dans l'usine (ou les a renforcés quand c'était déjà fait) tous les "aménagements à la mode", travail le week-end, travail de nuit, heures supplémentaires, intérimaires, sociétés extérieures et contrats à durée déterminée.

Pour nous convaincre de travailler plus, la direction (qui est grande admiratrice du Japon) a prétexté de nombreuses fois la compétitivité mais s'est surtout servie de la peur du chômage et de l'emploi massif de contrats à durée déterminée pour nous l'imposer. C'était une bonne occasion pour augmenter les cadences et pour l'encadrement une possibilité de plus pour faire la chasse aux "temps morts". Ces derniers mois, il y a eu jusqu'à plus de 1000 d'entre nous sur un effectif total de 6000 qui étaient en contrat temporaire. C'est-à-dire jusque 30% du personnel ouvrier de toute l'usine ; dans certains ateliers, ce nombre dépassait les 50%.

Et l'encadrement ne s'est pas gêné pour entretenir l'espoir d'un prolongement de contrat sinon d'une embauche définitive. Après une valse de plusieurs mois avec les contrats à durée déterminée, au retour des vacances, la direction n'en a repris que quelques-uns (toujours en contrat). Quant au travail du week-end —30 h en 3 jours payées 39 h — pour le moment au volontariat, il n'a pas suscité de véritables vocations parmi nous et l'encadrement doit faire des pressions pour boucler ses équipes.

Depuis un an et demi, certains ateliers ont été modernisés et on a vu apparaître, depuis 86, les robots (ce qui est nouveau dans les ateliers d'usinage et de montage des moteurs) mais après une période de publicité (presse, TV, visites...) vantant les mérites de la modernisation et l'effort d'investissement, la réalité a repris le dessus : les robots ne font pas tout, même dans l'atelier le plus moderne ; après une période de mise en route, le travail abrutissant et les cadences qui ne cessent d'augmenter refont leur apparition.

En ce moment, la direction, après un sondage-bidon, espère imposer un petit peu à la fois la réduction d'un tiers des temps de pause, compensé par une ridicule augmentation de salaire : 120 F pour 6 heures de travail en plus par mois.

En 4 ans (d'après la CGT), nous avons perdu l'équivalent de 3 mois de salaire et à cela s'ajoute, chaque mois qui passe, environ 10% de notre paie qui équivaut au retard accumulé sur l'évolution des prix.

La direction multiplie les tracasseries et les sanctions, elle a même mis à pied des délégués CGT pour avoir fait une prise de parole dans les réfectoires. Elle cherche des prétextes pour des licenciements individuels et pour se débarrasser des travailleurs combatifs, comme dernièrement d'un délégué CGT pour des motifs futiles.

Mais la direction n'arrive pas toujours à faire la pluie et le beau temps. Il y a un an et demi, une grève avait éclaté pour revendiquer de meilleurs salaires. Nous nous étions retrouvés à plusieurs centaines devant un directeur qui avait perdu de son assurance et qui ne savait plus que gesticuler. Alors à quand un nouveau coup de colère ?

"Les Santons brûlés" suivi de "Les Santons d'Athènes"

de Theodor Kallifatides

Après avoir raconté, dans son premier roman paru en 1977, *Les Santons du Péloponnèse*, les années de guerre et d'occupation, Theodor Kallifatides retrace, dans ses deux livres récemment traduits, la période de la guerre civile. *Les Santons brûlés* commence à la Libération et les *Santons d'Athènes* se termine à la fin de la guerre civile.

Comme dans le premier roman, les événements sont vus à travers la vie quotidienne d'un petit village du Péloponnèse, Jalos. En cette nuit de la Libération, le père Stèlios, un des protagonistes du roman, fait le bilan. Les troupes d'occupation allemandes sont parties mais les bataillons de sécurité, collaborateurs grecs des nazis, sont toujours là. Son gendre, instituteur et résistant communiste, est en prison à Sparte. Sa fille est au loin. Beaucoup de femmes dont les maris ont pris le maquis, ont été tués ou déportés, sont devenues chefs de famille. En groupe, ces "mamans oiseaux", comme les appellent les Jalites, les habitants du village, parce qu'elles cherchent de la nourriture pour leurs enfants, vont de ferme en ferme pour louer leurs bras.

Petit à petit, des prisonniers, des maquisards, des déportés reviennent. Les anciens collaborateurs, comme le maire Dimitreas, se font tout petits et attendent leur heure. Elle ne tarde pas.

Quelques mois après, le gouvernement de Georges Papandréou, anticommuniste de confiance au service des Anglais, appelle les troupes de Churchill pour mettre à la raison les résistants communistes.

A Jalos, nombreux sont ceux qui *"rêvent d'un retour à l'ordre ancien"*. Les Jalites commencent à trouver que ces partisans qui ne respectent *"ni l'Eglise, ni la famille ni le roi"* ont finalement davantage des têtes d'assassins que des têtes de héros de la résistance. La guerre civile est en marche, à Jalos comme ailleurs.

Une guerre civile qui va rythmer le roman, l'auteur alternant les rappels historiques et leur traduction dans la vie quotidienne des Jalites.

En février 1945, la direction du Parti Communiste grec accepte de désarmer ses troupes de partisans et les abandonne à la terreur des groupes anticommunistes. A Jalos, l'instituteur, par lassitude et par discipline, conseille aux partisans du village de rendre leurs armes, tandis que le maire et ses partisans recommencent à pourchasser, et à torturer ceux qu'ils suspectent de communisme.

Le livre s'achève sur la "pacification" du Péloponnèse. Jalos est en flamme; l'instituteur et sa famille n'ont plus qu'une issue : fuir vers Athènes.

Le second livre, *Les Santons d'Athènes* a pour toile de fond la guerre civile. Le terrain des combats est loin : dans les montagnes du Nord, où les partisans communistes livrent un combat désespéré contre les troupes régulières armées par les Américains. Mais, à Athènes, la guerre, cela veut dire la vie dans un sous-sol, la sous-alimentation, la surveillance policière constante, surtout quand on a un passé de communiste et qu'on habite un quartier "rouge". Les enfants, souvent orphelins et réfugiés, s'élèvent tout seuls, cherchant des petits boulots dans le port du Pirée, pendant que les adultes essaient de trouver "la bonne combine" et que les gens bien placés s'enrichissent grâce au plan Marshall et au marché noir.

Pour écrire ces romans, l'auteur a puisé dans ses souvenirs d'enfance. C'est ce qui rend son livre vivant et attachant : certains de ses personnages sont hauts en couleur, comme le grand-père Stelios, bavard infatigable, grand animateur de bistrot, lui dont *"en une longue vie, les fesses ont usé plus d'une chaise de café"*. D'autres sont émouvants comme l'instituteur qui, désemparé par la politique suicidaire du PC, jure de ne plus faire de politique... et ne peut tenir sa promesse ou comme Minos, son fils, qui ressemble sans doute à l'auteur et qui, lui aussi, refuse de se soumettre.

Enfin, les péripéties de la vie quotidienne gomment parfois ce que le récit a de tragique ou même de morbide, et lui ajoutent des détails truculents : la vie du village, comme celle du quartier populaire d'Athènes, a parfois un petit air de *Clochemerle*. Les deux romans, réunis en un seul volume, valent 128 F. Ce n'est pas donné, mais on connaît peu, en France, ce que fut cette période d'après-guerre en Grèce, et *Les Santons* valent la peine d'être lus, pour ceux qui veulent mieux comprendre ce que vécut la population grecque, elle qui paya la politique de l'impérialisme (pour l'impérialisme américain qui expérimenta son napalm au Grammos, la Grèce était *"une expérience de laboratoire"*) et celle de la bureaucratie stalinienne, pour qui le respect du statu quo valait bien la mort de milliers de militants et l'écrasement de tout un peuple.

Sylvie MARECHAL

Les Santons brûlés *suivi de* **Les Santons d'Athènes** *de Theodor Kallifatides - 1 volume 380 p, 128 F.*

Pour lire plus aisément "Les Santons".

La politique du Parti Communiste grec pendant la guerre

Dès le début, le Parti Communiste prit, en Grèce, la tête du mouvement de résistance.

En septembre 1941, il créa un front de libération nationale, l'EAM, visant à regrouper, sur le même genre de programme d'union nationale que tous les PC, tous ceux qui voulaient résister à l'envahisseur.

L'extrême dureté de l'occupation poussa, dès 1942, beaucoup de Grecs vers la résistance. Pendant l'hiver 1941-42, le pillage des denrées alimentaires par les troupes d'occupation déclencha une épouvantable famine qui fit 300 000 morts. A Athènes, on ramassait chaque jour des dizaines de cadavres sur les trottoirs.

L'EAM était la seule à organiser les luttes. En février 1943, une manifestation à Athènes contre le STO tourna même à l'émeute : le ministère du Travail fut brûlé, les soldats de la garnison italienne lapidés. La ville était au bord de l'insurrection et les Allemands annulèrent le STO.

Dans les montagnes, c'était la même chose. L'ELAS, (l'organisation armée de l'EAM) avait réuni des groupes de partisans dont beaucoup s'étaient constitués spontanément. En 1943, ses effectifs étaient passés de 5 000 hommes en avril à 25 000 en octobre. Dans toutes les régions libérées par ses actions de guérilla, l'EAM mettait en place des comités populaires. Si bien qu'elle put, en avril 1944, dans le pays encore occupé, organiser clandestinement des élections législatives et recueillir un million de voix. Le PC faisait ainsi la démonstration de son importance politique et s'apprêtait à monnayer son entrée dans un gouvernement d'union nationale.

LA REACTION ANGLAISE

A supposer que le PC grec, fidèle aux ordres de Staline, ne cherche pas à aller plus loin, ne risquait-il pas d'être débordé par sa base, des milliers de paysans en armes et d'ouvriers combatifs ?

C'était le problème de la bourgeoisie grecque... et celui de l'impérialisme anglais, qui fournit armes et argent à des groupes de résistance anticommunistes comme l'EDES.

A la "Libération", les troupes anglaises succédèrent aux troupes allemandes. L'affrontement que cherchait Churchill pour mettre l'EAM à la raison eut lieu en décembre 1944. A Athènes, une manifestation anti-gouvernementale, pacifique, fut mitraillée; le PC appela à la grève générale et le général Scobie, chef des troupes anglaises, somma l'ELAS d'évacuer la ville. Les combats durèrent un mois. L'ELAS fut battue : elle avait perdu 4 000 membres et 7 000 membres de l'ELAS étaient prisonniers. Le PC signa un armistice.

UNE DEROUTE DUE, AVANT TOUT, A LA POLITIQUE STALINIENNE

Aux accords de Varkiza, signés en février 1945, (en même temps que ceux de Yalta), le PC acceptait le désarmement de l'ELAS, livrant ainsi ses militants et des milliers de paysans et de travailleurs combatifs à la terreur des groupes de répression paramilitaires.

Mais cette déroute du PC était consommée depuis longtemps.

Fidèle à la politique stalinienne, la direction du PC grec avait voulu concilier l'inconciliable : la reconnaissance du partage du monde entre les "deux grands" (*"Dans la mesure où les grands alliés ont décidé qu'il était utile que l'armée anglaise soit présente en Grèce, il est bon qu'elle y soit..."* déclarait, en 1945, Siantos, secrétaire général du PC) et la prétention de participer à un gouvernement d'union nationale. Comme tous les PC, moyennant quelques ministères, il était prêt à brader la confiance que plaçait en lui une partie de la population, pour restaurer le pouvoir de la bourgeoisie.

Mais si dans un pays où la mobilisation des masses était faible et la bourgeoisie forte, comme en France, celle-ci pouvait envisager de mettre le PC à son service, cette solution était, en Grèce, inacceptable pour l'impérialisme. En poursuivant sa politique, le PC se condamnait au suicide et menait à l'abattoir tous ceux qui lui avaient fait confiance.

Jusqu'en 1946, il fixa comme perspective politique la participation aux élections "libres" qui dans le climat de terreur devinrent une caricature de consultation électorale; le PC appela d'ailleurs, in extremis, à l'abstention. Il lança ensuite ses partisans dans la lutte armée, constituant l'Armée démocratique qui, avec 30 000 hommes, réussit à tenir en respect les 150000 soldats gouvernementaux dans le nord du pays, pendant plus de deux ans, mais fut exterminée le 30 août 1949 dans les massifs du Grammos et du Vitsi.

S. M.

"Les Communistes grecs dans la guerre"

de Christophe Chiclet

Les éditions L'Harmattan viennent de publier le livre de Christophe Chiclet : Les communistes grecs dans la guerre. *Il s'agit d'une version abrégée d'une thèse universitaire. On y trouve des renseignements précis sur des aspects parfois peu connus (l'auteur évoque en particulier l'élimination d'opposants de gauche par les staliniens lors de la bataille d'Athènes de décembre 1944), mais l'abondance de détails empêche de se faire une idée claire de l'ensemble des événements, et ce livre semble, avant tout, destiné aux spécialistes.*

Partisans grecs.

"Champ d'honneur"

de Jean-Pierre Denis

En 1869, la conscription s'effectue toujours par tirage au sort, et celui qui a la malchance de tirer un mauvais numéro doit alors faire cinq ans de service militaire, à moins qu'il n'arrive à se faire remplacer en rachetant son bon numéro à un plus heureux que lui.

Pierre, un jeune paysan de la Dordogne, a pu échapper à la conscription. Mais pour que sa famille puisse conserver la métairie, il se voit contraint de vendre son bon numéro au fils d'un notable de la ville. Il ne compte faire "que" le sacrifice de cinq années de sa vie - et c'est déjà beaucoup pour lui, sa famille, sa fiancée - mais un an plus tard, Napoléon III déclare la guerre à la Prusse. C'est la débâcle, le carnage parmi les troupes françaises. Seul survivant de son régiment envoyé en Alsace, Pierre fuit, n'ayant qu'une idée : survivre, rentrer chez lui. Dans sa fuite, il rencontre un jeune Alsacien, perdu lui aussi dans la tourmente, et l'exode des populations. L'enfant s'attache au soldat. L'un parle occitan ou français, l'autre ne sait que l'alsacien, mais cela n'empêche pas leur amitié. Le soldat meurt en protégeant l'enfant qui, recueilli par un colporteur, rejoindra le petit village de Dordogne, à la place de Pierre. Ce film a aussi pour cadre tout autant le petit village de la Dordogne que les champs de bataille de la guerre. L'arrière tout autant que le front. L'arrière avec l'inquiétude des familles, les listes de morts qu'on lit sur la place publique, la honte du jeune notable qui se sent coupable d'avoir envoyé un homme se faire tuer à sa place, parce que l'un est riche et l'autre pauvre, les communiqués de "victoire", les ridicules moyens de résistance contre l'ennemi, l'incompréhension et la brutalité des paysans qui voient un "espion" dans l'enfant alsacien. Et le front, dans cette guerre de 1870 dont les manuels d'histoire ne se vantent pas : les soldats, en grande partie des remplaçants, des pauvres qui se sont vendus pour aider leur famille, et qui, en pantalon garance, se font tirer comme

des lapins; les troupes coloniales ramenées à la hâte; les ordres imbéciles; le massacre de jeunes hommes et des populations; la peur, l'exode. Le film montre aussi un certain état de la France, où les particularismes provinciaux étaient encore vivaces, les patois couramment employés, et où l'on se sentait plus du **"pays"** que **"français".** Et la guerre de 1870, déclenchée pour des motifs que la population ne connaît, ni ne comprend - tel que cela apparaît dans le film - ne suscite aucune adhésion parmi les soldats enrôlés contre leur gré, ni dans le pays.

M. L.

"Les ailes du désir"

de Wim Wenders

Oui, les anges ont un sexe -pour Wim Wenders en tout cas. La preuve, ils peuvent tomber amoureux. Ils perdent leur immortalité et leur transparence, mais on ne peut pas tout avoir à la fois !

Bruno Ganz a choisi. Avec son copain-ange, ils étaient descendus sur Berlin, attirés par les hommes, leurs petits bonheurs et leurs petits malheurs, leurs pensées qu'ils lisaient comme à livre ouvert.

Mais qu'est-ce qui a pu décider l'ange a se couper les ailes ? Le désir de partager la vie de ces Berlinois, ces ouvriers, ces mères de famille, de cet immigré turc aux prises avec le coût de la vie ou de ce cadre affrontant les fluctuations de la Bourse, de ce vieux conteur triste ou de ce motard accidenté ? Les arguments de l'inspecteur Columbo, que Wim Wenders a transplanté, tel quel, dans son film ?

Il raconte qu'il fut ange, lui aussi, mais que c'est tellement mieux d'être homme...

La descente vers Berlin, niveau rue, s'effectue en deux heures. Mesdames et Messieurs les voyageurs sont priés d'attacher leurs ceintures, le délire poétique pouvant provoquer le rêve ou... le sommeil.

Viviane LAFFONT

"Les yeux noirs"

de Nikita Mikhalkov

Nous sommes au début du siècle. Dans le bar d'un bateau, deux personnages, un client russe et un serveur italien parlent, c'est surtout le serveur, Romano qui parle. Il raconte sa vie, sa vie d'homme oisif, insouciant, grand inventeur d'histoires, clown à ses heures, qui déambule dans la grande demeure de sa riche épouse. Il somnole dans une routine dorée. Lorsqu'un jour, il rencontre Anna. C'est un grand amour qui commence, difficile, car elle est russe, et mariée ! Romano fait tout pour la retrouver et la retrouve en Russie. Mais une fois rentré en Italie, il n'ose rien avouer à sa femme, ravale toutes ses grandes décisions de changer de vie. Jamais il ne retournera auprès d'Anna. Tout semble redevenu comme avant, mais Romano n'a pas oublié. Il finira par tout quitter, mais pour ne vivre qu'avec ses regrets.

Ce personnage, tout à la fois grotesque, faible et passionné séduit en particulier grâce au talent de Mastroianni qui fait de Romano un personnage plus vrai que nature !

De plus Mikhalkov nous peint les riches Romains, comme les fonctionnaires et les notables de la Russie tsariste, avec beaucoup d'humour. On a droit à quelques scènes très cocasses du périple de Romano en Russie !

Bref, un film séduisant comme les yeux noirs.

Aline RETESSE

sélection ciné

Dans les salles parisiennes

RADIO DAYS
de Woody Allen

L'année 1943 aux Etats-Unis, dans une famille juive où la radio tient une grande place...
Action Ecoles 5e (vo), Gaumont Ambassade 8e.

WELCOME IN VIENNA
d'Alex Corti

Retour à Vienne de deux jeunes antifascistes en 1945. Les lendemains de guerre ne chantent pas. La réalité est dure, sinon sordide.
Utopia Champollion 5e (vo).

PLATOON
de Oliver Stone

1967-1968. Au travers de la vie quotidienne d'un engagé volontaire au Vietnam, l'horreur de cette guerre que les USA menèrent et perdirent — pour essayer de maintenir leur domination sur l'Asie du Sud-Est. Ce film montre la dégradation des hommes qui ont participé aux massacres et aux tortures.
George V 8e (vo), Maxeville 9e.

LE NOM DE LA ROSE
de Jean-Jacques Annaud

Une fable policière dans une sombre abbaye du nord de l'Italie, au 14e siècle. L'Eglise en prend largement pour son grade.
Publicis St Germain 6e (vo), Lumière 9e, Balzac 8e (vo).

AMADEUS
de Milos Forman

Le conflit entre Mozart, génie farceur, et Antonio Salieri, compositeur de la cour, sombre et jaloux. Les deux portraits sont remarquables, tout comme la musique.
Forum Arc-en-ciel 1er (vo), George V 8e (vo).

LES ENFANTS DU SILENCE
de Randa Haines

Les relations qui s'établissent entre un jeune professeur pour sourds et une jolie et énergique sourde-muette. Un plaidoyer pour le droit à la différence.
Lumière 9e.

GANDHI
de Richard Attenborough

Ce film éloge de la non-violence, montre l'itinéraire de Gandhi, dirigeant nationaliste qui a mené l'Inde à l'indépendance et les masses indiennes à l'impasse.
Publicis Matignon 8e.

sélection télé

Samedi 26 septembre

13 h 15. TF1. Reportages : Haïti : enquête sur un massacre. Jean Bertolino et Patrick Schmitt ont, à propos du massacre de plusieurs centaines de paysans catholiques par les habitants de la bourgade de Jean Rabel, réalisé un reportage sur Haïti qu'on ne regrettera pas d'avoir vu, comme la plupart des émissions réalisées par ces reporters.
22 h 40. TF1. C'était l'heure de **Droit de réponse,** l'émission de Michel Polac. Elle était consacrée aux "marchands de canons". Mais Michel Polac est en train d'être licencié et son émission est suspendue. Elle était trop irrespectueuse au gré de Bouygues, le patron de TF1 ! Tant pis pour les spectateurs qui suivaient cette émission parce que, justement, elle mettait le doigt sur un certain nombre de vérités pas toujours agréables à voir au grand jour pour les puissants de ce monde ou les gens en place !

Dimanche 27 septembre

20 h 30. La 5. Apocalypse Now, de Francis Coppola, avec Marlon Brando. Une dénonciation de la guerre du Vietnam dans toute son horreur et sa violence. Ça, c'est le côté fort du film. Car ce qui ressort aussi, c'est que cette violence est inscrite dans la nature humaine. Une manière d'effacer la responsabilité de ceux qui ont décidé et conduit la guerre.
22 h 30. FR3. Cinéma de minuit : Ville conquise d'Anatole Litvak, datant de 1940. De la difficulté de réussir dans la jungle de la ville de New York.

Lundi 28 septembre

20 h 30. La 5. Cinéma : Une femme à sa fenêtre. Avec Romy Schneider, Philippe Noiret et Victor Lanoux. 1936, en Grèce, c'est la dictature militaire. En Europe, c'est la montée du fascisme et le temps des Fronts populaires. Mais le film est surtout centré sur l'histoire d'amour entre un militant communiste et une femme de diplomate dont la vie va désormais changer.
22 h. A2. Trente ans de télé : Ce troisième épisode intitulé **Trente ans de scandales à la télévision** est présenté par Pierre Bouteiller. Il y est question de la censure à la télévision.

Mardi 29 septembre

20 h 35. A2. Cinéma : **Coup de torchon** de Bertrand Tavernier. Avec Philippe Noiret et Isabelle Huppert. B. Tavernier a transposé le roman de l'auteur américain Jim Thompson qui se passait dans le sud des Etats-Unis. Ici, c'est l'Afrique noire au temps du colonialisme. Cela donne une critique impitoyable du milieu petit-blanc où racisme, hypocrisie, lâcheté et vice caractérisent un milieu en pleine décomposition.
20 h 35. La 5. Les aventures de Rabbi Jacob. Louis de Funès déguisé en rabbin pour échapper à des tueurs. Un film de Gérard Oury plutôt réussi. Dans ce film divertissant, les préjugés racistes, la xénophobie sont, au passage, égratignés.
22 h 35. A2. Le Corbusier. Hommage à ce grand architecte qui essaya de bouleverser la construction et l'architecture des villes.

Mercredi 30 septembre

20 h 30. A2. La marche du siècle. Magazine de Jean-Marie Cavada et Jean-Pierre Bertrand. **30 ans en l'an 2000.** Qui sont les jeunes de 14 à 24 ans qui auront 30 ans en l'an 2000. Ce magazine nous en propose un échantillon de tous les coins de France.
23 h. FR3. Océaniques. Consacré cette semaine à la danse aujourd'hui.

Jeudi 1er octobre

20 h 35. A2. Maigret tend un piège. Avec Jean Gabin et Annie Girardot. Une enquête bien ficelée, avec cette pointe d'humain chère à Simenon.
22 h 30. A2. Edition spéciale. Magazine d'Alain Wieder et François Debré. Cette semaine **1957-1987 : Du premier spoutnik à la station orbitale.** Le point sur la conquête de l'espace.
22 h 50. FR3. Océaniques : Terres humaines : petit bonheur. Enquête sur l'évolution de la condition féminine en Chine populaire depuis le début du siècle. Ce reportage est effectué en milieu rural et l'évolution semble y être plutôt lente.

Vendredi 2 octobre

22 h 40. FR3. Tous en ligne. Documentaire de Marion Lamour. Une histoire du téléphone au travers d'extraits de films.
23 h 05. Ciné-Club : La femme à abattre. Avec Humphrey Bogart. Policier. Un procureur, décidé à aller jusqu'au bout, face au syndicat du crime.

Pourquoi l'impérialisme français s'accroche-t-il encore aux derniers confetti de l'empire ?

(AFP)

Il y a encore une quinzaine d'années, en ce qui concerne la Nouvelle-Calédonie, la réponse à cette question tenait en un mot : le nickel. La Nouvelle-Calédonie recélait des gisements énormes de minerai de ce métal et elle en était un des premiers producteurs au monde. Cette colonie française était pour la métropole une source de matière première à bas prix, tout comme l'Indochine avec son caoutchouc, le Sénégal avec ses arachides, la Tunisie et le Maroc avec leurs phosphates...

A l'heure actuelle, d'autres pays ont trouvé de nouveaux gisements de nickel dans le monde, plus intéressants, et son cours s'est effondré, comme celui de bien des matières premières. L'exploitation du nickel en Nouvelle-Calédonie s'est avérée beaucoup moins rentable.

Quant aux fortunes amassées dans le passé grâce à son exploitation — et grâce à l'exploitation d'ouvriers kanaks — cela fait longtemps qu'elles ont été mises à l'abri hors de l'île, en lieu sûr. Apparemment la Nouvelle-Calédonie n'est plus grand-chose d'autre qu'un "caillou", ainsi qu'on la désigne parfois à juste titre. Un "caillou" à 18.000 kilomètres de la métropole, moins peuplé qu'une petite ville en France, mais qui coûte en subventions au bénéfice des Blancs de là-bas et en présence militaire sur l'île des milliards de francs chaque année au budget de l'Etat français.

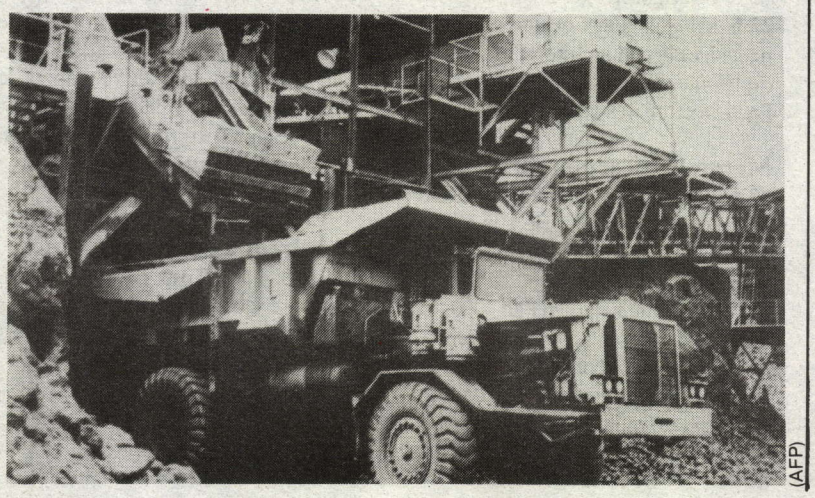
Les atouts qui demeurent

A la rigueur, l'impérialisme français pourrait accorder l'indépendance à la Nouvelle-Calédonie, comme l'a fait l'impérialisme anglais avec des îles de cette partie du monde; en effet, la Nouvelle-Calédonie ne présente plus directement grand intérêt. Néanmoins, l'île conserve un certain nombre d'atouts pour l'impérialisme français.

D'abord, par les eaux territoriales qui l'entourent. Elles donnent à la France un droit exclusif à l'exploitation de ressources naturelles nouvelles (pétrole, nodules métalliques), à l'endroit même où elles sont ou seront le plus facilement exploitables : la plate-forme continentale, qui borde sous l'eau les terres émergées. De ce point de vue, même un îlot rocheux inhabité présente un intérêt par les dizaines de kilomètres carrés d'eaux peu profondes qui l'entourent. Et sans même tenir compte des ressources que l'on tirera dans l'avenir de l'océan, tout cela s'applique aussi à la pêche classique : le droit international de la mer attribue une zone de pêche, réservée à l'Etat propriétaire d'une île, qui couvre une étendue bien plus grande que les seules eaux territoriales. C'est ainsi que les îles françaises de l'océan Indien, sans population permanente ni ressource naturelle, donnent à la France un droit exclusif de pêche dans un rayon de plus de 380 kilomètres autour de leurs côtes.

La possession de telles îles constitue aussi une justification à la présence militaire française dans cette partie du monde. Elles abritent des bases de la marine de guerre. L'*Ouvéa,* qui transporta en 1985 le commando chargé de couler le *Rainbow-Warrior* en Nouvelle-Zélande, partit de Nouvelle-Calédonie.

Malgré tout, l'indépendance de ce pays ne constituerait pas, en elle-même, une catastrophe pour l'impérialisme français. Elle représenterait seulement un certain risque, dans la mesure où elle s'étendrait aux autres îles demeurées colonies françaises dans le monde. Il y a des chances que l'indépendance s'étende quasiment automatiquement, d'une île à l'autre, tellement ces vieilles formes de domination coloniales sont à l'heure actuelle dépassées et fragiles. L'indépendance de la Nouvelle-Calédonie serait un encouragement direct à l'indépendance de la Polynésie française, ne serait-ce que sous la pression des Etats voisins qui la souhaitent depuis longtemps. Mais ce serait alors la perte de Mururoa, où l'armée française fait régulièrement exploser des bombes atomiques afin de rappeler au monde et aux peuples qu'elle dispose de l'arme nucléaire. Les militaires ont beau nous assurer que ces expériences ne sont pas dangereuses, il y a peu de chances qu'ils osent les mener dans la Beauce ou même le Larzac, le jour où ils n'auront plus que ces terrains d'essai à leur disposition.



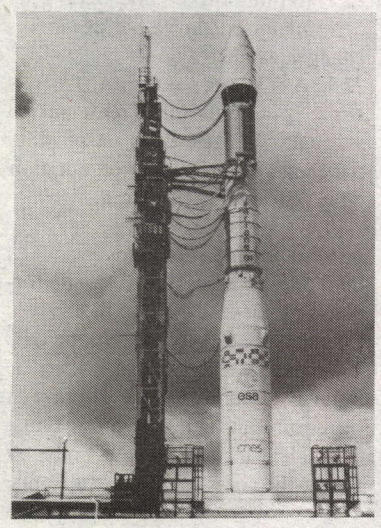
(AFP)

Le nickel a perdu de son intérêt...

Un enjeu d'ensemble

En outre, pour l'impérialisme français, reculer en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie, ce serait aussi risquer de reculer à des milliers de kilomètres de là, dans la mer des Caraïbes, aux Antilles ou en Guyane. La Guyane, ce bout de forêt vierge, l'impérialisme français s'en moque. Mais il se trouve qu'elle est située à très peu de distance de l'Equateur, ce qui en fait pour des raisons techniques un très bon site de lancement pour la fusée *Ariane* (en permettant la mise sur orbite de bénéficier de la rotation de la Terre, là où sa vitesse est la plus grande). Et *Ariane* suscite un très vif intérêt de la part d'un grand nombre d'industriels de l'électronique, des télécommunications et d'autres secteurs de pointe... très lucratifs. Il s'agit pour les promoteurs d'*Ariane* de prendre des places sur le marché profitable des mises en orbites de satellites. Pour le moment donc, il n'est pas question de perdre un site comme Kourou en Guyane, tout comme il n'est pas question de perdre Mururoa en Polynésie.

Evidemment, les intérêts qui conduisent la France à conserver des restes de colonies n'ont rien de commun avec l'avenir des habitants de ces pays. Le jour où *Ariane* aura été rattrapée et dépassée par ses concurrents américains, japonais, chinois, russes (s'il n'en naît pas d'autres d'ici là) la France abandonnera peut-être la Guyane, avec son centre de tir devenu trop coûteux et non rentable. On verra peut-être alors le gouvernement français octroyer l'indépendance à la Guyane, en laissant la population dans la misère d'où il ne lui aura jamais permis de sortir. Et on verra peut-être un processus similaire dans le Pacifique. Quand la force de frappe française sera apparue clairement pour ce qu'elle est : ridiculement petite, insignifiante, devant celle des USA. C'est peut-être alors Mururoa et toute la Polynésie française dont l'impérialisme français décidera de se débarrasser.



... mais pas la Guyane. (AFP)

Droite et gauche, une politique semblable

Pour l'heure, et pour en revenir à la Nouvelle-Calédonie, sur le fond, droite et gauche mènent une politique semblable. A l'heure actuelle, Mitterrand ne tient pas forcément plus à accorder l'indépendance aux Kanaks que la droite. Entre eux il n'existe qu'une différence de vocabulaire. La gauche est pour l'*"autonomie interne"*. Mitterrand ne s'est pas privé de rappeler, à TF1, qu'il avait déjà proposé ce même statut à la Tunisie, il y a plus de trente ans, quand il était ministre d'un gouvernement qui menait la guerre d'Algérie. En Nouvelle-Calédonie, la gauche est indiscutablement pour discuter avec les indépendantistes modérés, pour leur accorder des postes de gestionnaires locaux. Et, comme dirait Tjibaou, elle paraît être prête à *"tenir compte du concept d'indépendance"* en inscrivant, par exemple, dans ses textes, une clause instituant l'indépendance à terme, dans un délai suffisamment prudent, de 10 ou 15 ans, voire un délai indéterminé, le temps que l'intérêt stratégique de l'archipel ait perdu son attrait.

De son côté, Tjibaou, qui vient d'opposer une fin de non-recevoir à Chirac, a sûrement intérêt à attendre l'issue des élections présidentielles de 1988, pour éventuellement traiter avec la gauche si celle-ci l'emporte, ou aviser si c'est la droite qui repasse. De toute façon, il ne perd rien à attendre cette échéance. Mais rappelons tout de même que si la gauche n'a pas la même attitude que la droite envers les indépendantistes, elle préfère quand même les indépendantistes modérés, et élimine les plus radicaux avec l'accord plus ou moins tacite des modérés : sous le gouvernement de gauche, c'est tout de même Machoro qui avait été liquidé par le GIGN, alors que c'est avec Tjibaou que le gouvernement socialiste négociait...

La gauche est donc pour la négociation, la souplesse, tout en ne souhaitant pas plus que cela l'indépendance. La droite serait-elle capable d'avoir la même attitude? En d'autre temps, certainement; car la gauche défend les mêmes intérêts qu'elle.

Mais, dans ce cas précis, la droite est trop à la remorque de ce qu'elle avait soulevé dans la population blanche de Nouvelle-Calédonie du temps où elle était dans l'opposition et où elle voulait mettre le gouvernement socialiste dans l'embarras. Si la droite décevait maintenant les Blancs de Nouvelle-Calédonie, elle prendrait le risque de se voir doublée sur sa droite, et de voir ses électeurs se diriger vers Le Pen. Plus tard, après les élections de mai 1988, la droite sera moins coincée par sa propre démagogie, et pourra toujours nuancer son attitude si elle le juge bon.

En tout état de cause, il n'est pas dit que l'impérialisme français envisage l'indépendance dans un avenir proche pour la Nouvelle-Calédonie. Mais dans ce domaine, tout dépendra essentiellement des Kanaks, qui se laisseront faire ou pas.

André LAURIOT

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995